

Document:	<u>EB 2007/90/INF.4</u>
Date:	<u>18 avril 2007</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Cœuvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté

Dons 2006 au titre des guichets mondial/régional et de pays spécifiques approuvés par le Président

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dixième session
Rome, 17-18 avril 2007

Pour: **Information**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec:

Shantanu Mathur

Coordonnateur des dons
téléphone: +39 06 5459 2515
courriel: s.mathur@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Dons 2006 au titre des guichets mondial/régional et de pays spécifiques approuvés par le Président

1. À sa quatre-vingtième session tenue les 17 et 18 décembre 2003, le Conseil d'administration a autorisé le Président à approuver des dons au nom du Conseil, dans la limite de 200 000 USD pour chaque proposition, en le priant de lui rendre compte annuellement de l'usage fait de cette autorisation.
2. On trouvera ci-joint la description des 75 dons approuvés en vertu de ces dispositions en 2006 jusqu'au 31 décembre compris. Ces dons sont présentés et décrits par division. Ils ont été soumis aux critères énoncés dans la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvée en décembre 2003 (EB 2003/80/R.5/Rev.2 et EB 2003/80/C.R.P.1).

Département/ Division d'origine	Titre du don	Institution bénéficiaire	Montant (en USD)	Objet du don
EC	Mobilisation en faveur des ruraux pauvres touchés par la désertification et la dégradation des terres	PANOS Limited	150 000	<p>Les pays participants sont le Soudan et l'Éthiopie. Le but est de faire mieux connaître et comprendre l'impact de la dégradation des terres et de la désertification en faisant plus largement entendre la voix des ruraux pauvres vivant dans un environnement désertique en Afrique. Actuellement, le problème de la désertification est insuffisamment traité dans les médias, tant au niveau national dans les deux pays susmentionnés que dans les pays développés, et la voix et l'expérience des personnes vivant en milieu désertique ne trouvent aucun écho dans le débat en cours sur la désertification. Le don permet de faire face à ces deux problèmes en poursuivant les objectifs suivants: a) améliorer en qualité et en quantité la couverture de la désertification dans les médias nationaux et internationaux au cours de l'Année internationale des déserts et de la désertification 2006 en renforçant les capacités des journalistes de la presse écrite et des photographes africains en leur apportant l'appui et les conseils rédactionnels et techniques de leurs confrères de la presse internationale; b) permettre aux personnes vivant en milieu désertique de faire entendre leur voix et connaître leur expérience afin de donner une épaisseur humaine à la problématique de la désertification. Une formation aux techniques de recueil de témoignages oraux est dispensée à des journalistes de pays africains, en particulier du Soudan et de l'Éthiopie, et à des acteurs du développement communautaire afin de les aider à enregistrer et à transcrire des entretiens approfondis avec des hommes et des femmes pauvres vivant en milieu désertique; et c) favoriser la conduite, au Soudan et en Éthiopie, mais aussi au plan international, d'un débat sur la désertification qui soit ouvert à tous et qui repose sur des informations appropriées. Une série d'articles et de photographies sur la désertification seront publiés dans les principaux médias du Soudan et de l'Éthiopie. On prévoit aussi la création d'un site web où des témoignages, des photographies et des articles pourront être diffusés auprès d'un large public international de professionnels des médias, de responsables politiques, d'ONG et de chercheurs/d'universitaires.</p>
EC	Mobilisation en faveur des ruraux pauvres par le biais d'Inter Press Service	Inter Press Service International Association (IPS)	100 000	<p>Les pays participants sont situés en Afrique et en Amérique latine. Le groupe cible est constitué de communautés rurales touchées par la dégradation des terres et la désertification, ainsi que de journalistes des pays en développement. Le but du programme est de sensibiliser l'opinion à l'impact de la désertification et de la dégradation des terres sur les communautés rurales. Son objectif est d'intensifier l'effort, au cours de l'Année internationale des déserts et de la désertification 2006, pour que le problème de la désertification en zone rurale soit placé au centre des préoccupations internationales.</p> <p>Les activités suivantes sont notamment prévues: a) rassembler des informations et préparer des dossiers destinés aux médias sur la pauvreté et la désertification dans les zones rurales d'Afrique et d'Amérique latine. Les informations seront centrées sur les approches novatrices à suivre pour traiter le problème de la dégradation des terres et promouvoir la biodiversité/la conservation des ressources naturelles en zone rurale. Les éléments d'information produits seront diffusés par divers canaux – y compris des sites web et les publications/bulletins de</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				l'IPS – auprès des principales parties prenantes (gouvernements, institutions, ONG, etc.) des pays en développement et des pays développés; b) organiser un atelier de formation de deux jours au moins en Afrique ou en Amérique latine, comme convenu par l'IPS et le FIDA, sur l'impact de la désertification et de la dégradation des terres sur la pauvreté rurale, auquel participeront une quinzaine de journalistes venant d'un large éventail de pays en développement d'Afrique ou d'Amérique latine. La formation consistera en une confrontation des expériences relatives aux approches novatrices du traitement du problème de la dégradation des terres, ainsi qu'à l'impact de la désertification sur la pauvreté rurale. Des personnes ressources ayant les compétences appropriées et des spécialistes des médias d'IPS aideront les journalistes à approfondir leur connaissance du dossier et à améliorer leurs techniques de compte rendu; et c) créer un prix international de journalisme sur le problème de la désertification, qui sera décerné au cours de l'atelier de formation. La création du prix sera annoncée dans un communiqué de presse et des avis publiés sur des sites web afin de toucher des participants éventuels, ainsi que d'attirer plus fortement l'attention des médias.
EC	Mettre en évidence les difficultés à vaincre et les chances à saisir par les femmes vivant dans les zones rurales des pays les moins avancés (PMA) pour accéder aux marchés	Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement	20 000	Les femmes rurales pauvres des pays les moins avancés (PMA) seront les principales bénéficiaires de ce don. Elles disposeront d'une tribune pour s'exprimer et sensibiliser l'opinion à leurs besoins. Le but est de faire mieux comprendre leur situation et leurs besoins en matière d'accès aux marchés. L'un des huit Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est de promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes. Si les obstacles empêchant les femmes de réaliser leur potentiel ne sont pas levés, il sera difficile, voire impossible d'atteindre les OMD. Les femmes rurales des PMA ont besoin d'un accès accru aux revenus grâce à de meilleurs liens avec les marchés, à une formation aux techniques de gestion des entreprises et à un accès à la terre et au crédit. L'objectif du programme est de favoriser l'acquisition et l'échange d'informations et de connaissances sur l'accès aux marchés pour les femmes rurales pauvres des PMA. Des questions essentielles seront cernées, telles que le commerce équitable, les produits destinés à des créneaux particuliers et les connaissances des populations autochtones. Les pratiques qui se sont révélées efficaces sur le terrain seront mises en commun.
EC	Influer sur le débat mondial concernant la pauvreté rurale	Television Trust for the Environment (TVE)	150 000	L'objectif principal est d'assurer une diffusion mondiale touchant près de 200 pays. Dans un deuxième temps, une diffusion ciblée sera assurée sur le web ainsi que par les organisations et chaînes partenaires de TVE en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes. Le but du programme est d'organiser et de filmer un débat mondial destiné à attirer l'attention sur les principales questions qui ont une incidence sur la réduction de la pauvreté rurale. Ses objectifs sont de promouvoir la discussion et la concertation sur la pauvreté rurale et de sensibiliser l'opinion publique, de partager les savoirs, de renforcer les capacités et d'encourager les partenariats susceptibles de contribuer à réduire la pauvreté rurale.

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
EC	Permettre aux populations autochtones d'Amérique latine et d'Afrique australe d'utiliser des techniques de communication pour réduire la pauvreté dans leurs communautés	International News Agency (IPS)	145 000	<p>Les pays participants, situés en Amérique latine et en Afrique australe, sont les suivants: Afrique du Sud, Argentine, Bolivie, Botswana, Brésil, Colombie, Équateur, Guatemala, Honduras, Lesotho, Mexique, Namibie, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou et Swaziland.</p> <p>Le but de ce don est de faire mieux connaître, à l'occasion de la deuxième Décennie internationale des populations autochtones, les communautés autochtones rurales pauvres d'Amérique latine et d'Afrique australe et de promouvoir l'adoption de politiques favorables à ces communautés et la réalisation d'investissements en vue de leur développement. Le don vise également à donner aux journalistes d'Amérique latine et d'Afrique australe les moyens de plaider la cause des populations autochtones en leur faisant acquérir les connaissances et les compétences requises à cette fin.</p> <p>Les objectifs sont les suivants: a) intensifier l'effort, au cours de la deuxième Décennie internationale, pour que la question des populations autochtones soit placée au centre des préoccupations des gouvernements et des organisations de développement. À cet effet seront diffusées des informations illustrant l'utilité des savoirs et des techniques des populations autochtones en matière de gestion des ressources naturelles, ainsi que la difficulté de leurs conditions de vie; b) promouvoir un travail de recherche utile aux pauvres en recueillant et en communiquant des témoignages personnels des membres des communautés autochtones des zones rurales concernant des approches novatrices pour faire face à la pauvreté rurale autochtone; c) renforcer les capacités d'IPS, organisation qui agit en faveur des pauvres, à infléchir les politiques publiques dans un sens utile aux pauvres; et d) aider les journalistes des pays en développement d'Amérique latine et d'Afrique australe à acquérir les compétences et les connaissances nécessaires pour bien rendre compte des problèmes des populations autochtones.</p>
EC	Renforcement des capacités des populations autochtones des zones rurales de Madagascar	PANOS Limited	145 000	<p>L'objectif recherché est de mieux appréhender les savoirs et l'expérience des populations autochtones des zones rurales de Madagascar quant aux modifications de leur environnement, ainsi que de renforcer leurs capacités de faire connaître leurs besoins de développement aux décideurs et aux personnalités influentes. Les responsables politiques n'ont pas conscience de la relation complexe et profonde que les populations autochtones ont avec l'environnement. C'est pourquoi de nombreuses politiques publiques touchant le développement et l'environnement ne reconnaissent pas les compétences, les besoins et les préoccupations des populations autochtones ou n'en tiennent pas suffisamment compte.</p> <p>Afin de répondre à ces problèmes, le don permettra à PANOS: a) de faire mieux appréhender à la communauté du développement et aux gouvernements les savoirs et les priorités des populations autochtones quant à leur environnement, ainsi que leurs besoins de développement en général; b) de renforcer les capacités des populations autochtones de Madagascar et des groupes qui travaillent avec elles à enregistrer leur expérience et leurs connaissances et de les aider à apprendre comment les communiquer à un public extérieur; c) de faire en sorte que les médias nationaux accordent une plus large place aux problèmes des communautés autochtones de Madagascar en leur consacrant une série d'articles</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				approfondis et bien documentés, accompagnés de photographies; d) de diffuser plus largement la voix et le vécu des populations autochtones des zones rurales de Madagascar en formant des membres de plusieurs communautés aux méthodes de témoignage oral et aux techniques vidéo de caractère participatif; et e) de créer un site web afin de porter les témoignages, photographies et séquences vidéo à la connaissance d'un large public international de professionnels des médias, de responsables politiques, d'ONG et de chercheurs/d'universitaires.
EC/EAD	Communication pour le développement et populations autochtones: appui à l'intégration de la communication pour le développement dans les politiques et programmes	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	50 000	Le but est de permettre aux groupes et communautés autochtones de mieux faire connaître leurs principes, concepts et pratiques de développement. Les objectifs sont: a) de promouvoir, grâce au Congrès mondial sur la communication pour le développement (Rome, 25-27 octobre 2006), une large diffusion de l'information concernant les politiques, programmes et services destinés à encourager le développement durable des communautés autochtones; b) d'améliorer la capacité des populations autochtones à promouvoir le développement par la communication; et c) de déterminer les méthodes, outils, stratégies et projets de communication pour le développement essentiels pour défendre les moyens de subsistance des populations autochtones. Le projet comportera les activités suivantes: a) organisation d'une session spéciale du Congrès mondial sur la communication pour le développement consacrée aux populations autochtones et à la communication pour le développement, qui recommandera au Congrès réuni en séance plénière des mesures à intégrer dans les projets et programmes de développement; b) appui à la participation au Congrès de représentants des populations autochtones des différentes régions, en particulier à la session spéciale; c) présentation au Congrès de dossiers multimédias préparés par les populations autochtones. Les résultats attendus du projet sont les suivants: a) déclaration et recommandations de la session spéciale sur les moyens d'intégrer la communication pour le développement dans les politiques et programmes à l'intention des populations autochtones, qui constitueront la déclaration et les rapports officiels du Congrès; b) rapport sur les approches et politiques visant à promouvoir la communication pour le développement des populations autochtones, qui sera présenté dans le cadre du rapport 2007 de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones; c) Mise en place d'une plateforme/communauté de bonnes pratiques de communication pour le développement réunissant les spécialistes et les projets des populations autochtones; d) collecte et diffusion de documents multimédias lors du Congrès et par l'intermédiaire de la plateforme.
EC	Mobilisation organisée par PANOS Limited sur le thème de la pauvreté rurale au Kenya	PANOS Limited	50 000	Le groupe cible du programme est constitué de journalistes africains, mais les ruraux pauvres du continent en sont les bénéficiaires ultimes. Le but est de sensibiliser l'opinion à la réalité individuelle de la pauvreté rurale en faisant mieux entendre la voix des pauvres et des marginalisés et en veillant à ce que leur expérience et leur point de vue soient pris en compte dans le débat sur la pauvreté. Les objectifs sont: a) d'améliorer en qualité et en quantité le traitement réservé par les médias à la pauvreté en Afrique en accroissant les capacités et l'expérience des journalistes de la presse écrite et parlée et des intervenants communautaires

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				kenyans en matière d'interview des pauvres et des marginalisés et de reportage sur la pauvreté; b) de faire mieux entendre la voix des ruraux pauvres du Kenya à l'opinion nationale et internationale. Le projet prévoit de former environ six journalistes et quatre intervenants communautaires du Kenya aux méthodes de témoignage oral et de les aider à enregistrer et à transcrire des entretiens approfondis avec des hommes et des femmes pauvres des zones rurales; et c) d'encourager la conduite en Afrique, au niveau local et au niveau international, d'un débat ouvert à tous et reposant sur des informations appropriées en faisant mieux comprendre ce que sont le vécu individuel et la réalité quotidienne de la pauvreté. Le projet verra l'élaboration dans les grands médias nationaux d'une série de documents écrits/sonores consacrés aux problèmes de pauvreté rurale, ainsi que la création d'un site web destiné à diffuser les témoignages auprès d'un large public de professionnels des médias, de responsables politiques, d'ONG et de chercheurs/d'universitaires.
EC	Mobilisation en faveur des ruraux pauvres en Amérique latine au cours de l'Année internationale des déserts et de la désertification	Fundación del Sur	30 000	<p>Les communautés rurales pauvres touchées par la désertification et la dégradation des terres en Amérique latine constituent le groupe cible ultime du programme. Celui-ci a pour but, à titre d'appui à l'Année internationale des déserts et de la désertification, de produire des informations sur les liens entre la dégradation des terres et la pauvreté rurale en Amérique latine, ainsi que de sensibiliser l'opinion à ce sujet. L'objectif spécifique du programme est de produire des informations, d'accroître la sensibilisation et de faire appel à des intervenants tels que les représentants des autorités nationales et locales, les médias, les ONG et la société civile afin d'améliorer le dispositif de politiques publiques relatives à la désertification et à la dégradation des terres. Le don vise en particulier à promouvoir la mise en œuvre du programme d'action nationale contre la désertification dans les pays d'Amérique latine.</p> <p>Grâce à l'échange d'informations pertinentes sur la lutte contre la désertification, il aidera les communautés rurales pauvres touchées par la désertification dans les zones considérées en contribuant à créer des conditions propices à la mobilisation de ressources supplémentaires et à la conclusion d'alliances stratégiques tendant à améliorer les conditions de vie dans des zones agroécologiques écartées et marginalisées.</p>
EO	Appui au Rapport sur le développement dans le monde (RDM) 2008: "Agriculture et développement"	Banque mondiale	200 000	<p>Le Rapport sur le développement dans le monde (RDM) de 2008 présentera une analyse approfondie du thème "Agriculture et développement" (le dernier RDM consacré à l'agriculture a été publié en 1982), qui est jugé important et actuel au regard de l'agenda du développement des prochaines décennies. L'appui du FIDA au RDM de 2008 s'inscrit dans une approche ciblée de l'élaboration et de la réforme des politiques à l'échelle mondiale. Cet appui sera axé sur l'inclusion de la pauvreté rurale et du développement agricole dans l'agenda international du développement et la promotion d'un processus stratégique mondial prenant en compte les besoins des ruraux pauvres. Le RDM a pour cible directe l'ensemble de la communauté du développement et pour cible indirecte les pauvres des pays en développement et des pays à revenu intermédiaire qui tirent en grande partie leurs moyens de subsistance de la production agricole et d'activités rurales rémunératrices.</p> <p>Le but du programme est la création de nouveaux savoirs dans le domaine de l'agriculture.</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				Son objectif général est de faire en sorte que les politiques et les décideurs des pays développés comme des pays en développement encouragent le développement agricole et reconnaissent le rôle de moteur de la réduction de la pauvreté que celui-ci peut jouer. L'objectif spécifique de l'appui du FIDA est d'aider à ce que le RDM de 2008 n'envisage pas l'agriculture simplement comme un ensemble de processus de production physique mais traite aussi les questions de gouvernance et place le développement d'organisations de petits exploitants, et plus généralement les processus d'autonomisation, au centre des préoccupations relatives au secteur agricole.
EO	Mobilisation des producteurs agricoles et d'autres intervenants en Afrique pour la négociation des accords de partenariat économique (APE)	Réseau d'organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	180 000	Le don a pour groupe cible les agriculteurs et agricultrices d'Afrique représentés par les membres des quatre réseaux régionaux d'organisations paysannes africaines. Il a pour groupe cible direct les dirigeants du Réseau d'organisations paysannes et de producteurs agricoles d'Afrique de l'Ouest, de la Confédération des associations de crédit agricole d'Afrique australe, de l'Association des agriculteurs d'Afrique orientale et de la Plateforme sous-régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC). Le but recherché est de faire en sorte que les intérêts de l'agriculture familiale africaine soient défendus dans les négociations menées en vue de la signature d'un accord de partenariat économique (APE) entre l'Union européenne et le groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). L'objectif général est de permettre aux agriculteurs des pays ACP de faire connaître leur opinion sur les APE aux négociateurs de leurs pays et à d'autres acteurs de la société civile. Les objectifs plus spécifiques sont les suivants: a) organiser un processus de concertation entre les pays concernés pour leur permettre de s'entendre sur une position commune et de proposer des alternatives; b) mobiliser l'opinion publique autour de ces propositions; et c) porter la position et les propositions de ces pays à la connaissance des négociateurs et d'autres intervenants en Afrique et en Europe.
EO/EAD	Renforcement de l'organisation rurale pour la concertation sur les politiques dans le contexte de l'Amérique du Sud et de la zone de libre-échange (ZLE) du MERCOSUR	Fonds associatif des agriculteurs (FAA)	150 000	Le groupe cible se compose de plus de 300 organisations d'agriculteurs familiaux d'Argentine, du Brésil, de Bolivie, du Chili, du Paraguay, du Pérou et d'Uruguay qui font partie de la Coordination des organisations d'agriculteurs familiaux (COPROFAM), par l'intermédiaire de leurs organisations paysannes nationales. Le groupe cible direct est constitué des dirigeants des organisations paysannes affiliées à la COPROFAM et de leurs équipes de permanents, qui sont responsables de la gestion du réseau. Le but général de ce don est de promouvoir un processus d'intégration régionale qui réponde aux besoins de l'agriculture familiale en favorisant le développement institutionnel de la COPROFAM en tant que plateforme régionale des organisations nationales d'agriculteurs familiaux. Au cours de la phase de mise en œuvre, les objectifs seront les suivants: a) faire de la COPROFAM l'entité juridique appelée à représenter les organisations de petits exploitants à deux grandes manifestations: le Forum paysan et la Commission de l'agriculture familiale (REAF) du MERCOSUR; b) appuyer le développement stratégique de la COPROFAM; c) permettre à la COPROFAM d'évaluer ce qui est nécessaire pour renforcer les capacités de ses membres.

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
EO	Nyéleni 2007 – Forum mondial sur la souveraineté alimentaire (FMSA)	Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) du Mali	150 000	<p>Le don aura pour groupe cible direct les 600 représentants d'organisations de petits exploitants, de paysans sans terre, de pêcheurs, d'éleveurs et de populations autochtones. Il s'agira principalement, mais pas exclusivement, d'organisations de pays en développement, d'Afrique surtout. Le Forum devant être une rencontre mondiale sur les politiques à mener, le groupe cible général sera constitué des millions de ruraux pauvres représentés par les organisations participantes.</p> <p>Le don à la CNOP a pour but d'aider à renforcer la capacité d'une large alliance d'organisations de producteurs ruraux pauvres à militer pour la souveraineté alimentaire, et plus particulièrement pour des politiques et des investissements en faveur de la petite agriculture et de l'agriculture familiale. Les objectifs du programme sont les suivants: a) sensibiliser l'opinion au concept de souveraineté alimentaire afin de pouvoir, sur cette base, définir et réaliser des politiques et des investissements agricoles favorables aux pauvres et qui visent à réduire la pauvreté, en fonction des réalités concrètes que vivent les pauvres, de leurs besoins, de leurs difficultés et des possibilités qui s'offrent à eux; et b) renforcer ainsi la capacité des organisations représentant les intérêts des ruraux pauvres à mener un débat et une campagne pour la souveraineté alimentaire et pour des politiques et des investissements favorables aux pauvres, à l'appui de l'agriculture familiale en petite exploitation.</p> <p>Le FMSA donnera la possibilité de renforcer le dialogue entre les organisations paysannes et les syndicats de travailleurs agricoles du Sud et du Nord et les organisations de consommateurs du Nord, ce qui permettra de mieux appréhender collectivement les dimensions et la signification économique, sociale et stratégique de la souveraineté alimentaire aux niveaux local, national et régional/international. Le fait que le Mali ait été retenu comme pays d'accueil du FMSA représente en soi un choix stratégique allant dans le sens de l'objectif du Forum, étant donné l'importance accordée à la souveraineté alimentaire dans la nouvelle loi-cadre malienne sur l'agriculture. Les membres de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest déclarent de plus en plus souvent que la souveraineté alimentaire constitue le principe directeur de leur stratégie. D'autres pays, comme ceux du G-33, élaborent actuellement des politiques faisant une large place aux principes de la sécurité alimentaire.</p> <p>La contribution des organisations de la société civile à cette tendance est importante et doit être renforcée afin que les politiques et les investissements soient axés sur l'activité économique des petites exploitations et de l'agriculture familiale.</p>
EO	Donner aux petits exploitants les moyens d'agir sur les marchés	Consortium européen pour la recherche agricole dans les tropiques (ECART)	150 000	<p>Le but de ce don est de renforcer les capacités des organisations de petits exploitants des pays en développement à donner à leurs membres les moyens d'agir sur les marchés, grâce à un cadre réglementaire approprié et à des organisations économiques efficaces. C'est à cette fin que sera créé le partenariat de recherche entre la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), ECART et le FIDA financé par ce don. Les objectifs de la phase initiale sont les suivants: a) établir un corpus commun de savoirs en réalisant plusieurs études préparatoires qui étayeront les choix à opérer pour l'ensemble du programme; b) établir un</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				<p>cadre analytique et une méthodologie de recherche; et c) déterminer quels pays participeront au programme définitif.</p> <p>Cette phase a également pour objet de mettre en place un partenariat entre les parties prenantes et de tester l'aptitude d'ECART à le gérer de façon participative. Cette phase portera ses fruits dans le cadre du programme de recherche complet. Le don aura pour groupe cible ultime les organisations nationales d'agriculteurs des pays en développement qui s'efforcent tout spécialement d'intégrer les petits exploitants dans un processus de développement en faveur des pauvres en leur donnant les moyens d'agir sur les marchés. Le programme dans son ensemble devrait intéresser 10 à 15 pays.</p>
EO	Appui à la Plateforme sous-régionale des organisations paysannes de l'Afrique centrale (PROPAC) pour l'examen à mi-parcours de la préparation des accords de partenariat économique UE-ACP	PROPAC	62 000	<p>Le don a pour groupe cible les agriculteurs et agricultrices d'Afrique centrale représentés par huit des onze organisations faisant partie de la PROPAC, à savoir celles intéressées par la négociation de l'accord de partenariat économique (APE) entre la Communauté économique et financière de l'Afrique centrale (CEMAC) et l'Union européenne. Le groupe cible direct est constitué par les dirigeants de ces huit organisations et d'autres organisations paysannes de la région susceptibles de participer au programme ainsi que des dirigeants des organisations paysannes et d'autres intervenants non gouvernementaux des pays de la CEMAC, de Sao Tomé-et-Principe et de la République démocratique du Congo, des autorités gouvernementales et des autorités de la CEMAC chargées des négociations.</p> <p>Le but est de promouvoir la participation effective des organisations paysannes d'Afrique centrale à la négociation d'accords de partenariat économique et commercial, ainsi que la prise en compte officielle des préoccupations des intervenants non gouvernementaux dans l'examen à mi-parcours de ces accords, afin d'induire une amélioration durable des conditions de vie des populations d'Afrique centrale. Les objectifs sont les suivants: a) faire en sorte que les intérêts des producteurs agricoles et ruraux soient pris en compte dans les négociations internationales; b) échanger des informations, des données d'expérience et des analyses sur les incidences et les risques des APE; c) intensifier l'effort de communication autour des négociations APE; d) accroître la notoriété des organisations paysannes afin que leurs préoccupations entrent en ligne de compte et qu'elles participent à la mise en place des mécanismes de suivi; e) attirer l'attention des pouvoirs publics et des décideurs sur les perspectives de changement social dans leurs pays qu'offrent les APE et sur la nécessité d'associer au processus les intervenants non gouvernementaux, particulièrement ceux des zones rurales, par l'intermédiaire de leur organisation (la PROPAC), à tous les stades de la négociation; et f) déterminer les produits agricoles à forte valeur ajoutée qu'il y aurait lieu de protéger.</p> <p>L'amélioration de la gouvernance financière de la PROPAC, particulièrement par la finalisation de ses règles de passation des marchés, constitue un objectif subsidiaire.</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
EO	Appui à la Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale (EAFF) pour l'examen à mi-parcours des accords de partenariat économique UE-ACP	EAFF	61 000	Le groupe cible du don est composé des (petit(e)s en majorité) exploitant(e)s agricoles d'Afrique orientale représentés par les neuf organisations membres de l'EAFF. Le groupe cible direct sera constitué par les dirigeants de ces neuf organisations, ainsi que d'autres organisations paysannes de la région susceptibles d'être associées au programme. Le but est d'accroître la participation et la contribution effective des organisations de petits exploitants de la région à l'examen à mi-parcours des accords de partenariat économique (APE). Les objectifs sont les suivants: a) sensibiliser les agriculteurs et en particulier les petits exploitants à l'impact des APE sur l'agriculture et les questions s'y rapportant; b) évaluer l'impact des APE sur la petite agriculture; c) mettre au point la position des organisations paysannes sur l'APE pour l'Afrique orientale; et d) faciliter l'engagement d'une concertation entre les responsables de l'EAFF et leurs homologues du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) sur le processus APE et son examen à mi-parcours.
EO	Appui aux organisations paysannes d'Afrique australe pour l'examen à mi-parcours des accords de partenariat économique UE-ACP	Confédération sud-africaine des syndicats agricoles (SACAU)	60 000	Le groupe cible ultime comprend les agriculteurs et agricultrices d'Afrique australe représentés par les dix organisations membres de la SACAU. Le groupe cible direct comprend les dirigeants de ces dix organisations ainsi que d'autres organisations paysannes de la région susceptibles d'y être associées. Le but est d'accroître la participation et la contribution effective des organisations paysannes à l'examen à mi-parcours d'un accord de partenariat économique entre les pays de la COMESA et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et la Commission européenne. Les objectifs sont les suivants: a) sensibiliser les organisations paysannes à l'impact des APE sur l'agriculture et aux questions clés s'y rapportant; b) mettre au point la position des paysans à l'égard de l'impact des APE et des questions s'y rapportant; et c) faciliter l'engagement d'une concertation entre les responsables de la COMESA et leurs homologues de la SADC sur le processus APE et son examen à mi-parcours.
EO	Conférence sur la gestion des ressources naturelles au Proche-Orient et en Afrique du Nord – Alexandrie, 3-5 juillet 2006	Bibliothèque Alexandrine	50 000	La conférence s'adresse aux décideurs, aux chercheurs et aux membres de la société civile représentant les pauvres qui participent à la gestion des ressources naturelles dans les pays ci-après du Proche Orient et de l'Afrique du Nord (POAN) admis à bénéficier de prêts et/ou de dons du FIDA: Algérie, Arabie Saoudite, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Gaza et Cisjordanie, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Koweït, Liban, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Soudan, Tunisie et Yémen. La conférence devant être financée par le don a pour but de mettre à la disposition des responsables politiques des connaissances issues de la recherche sur le terrain et des outils pour donner aux ruraux pauvres les moyens de se libérer de la pauvreté. Ce but sera atteint en encourageant l'adoption de politiques générales qui permettent aux pauvres d'accéder aux ressources naturelles grâce auxquelles ils vivent et de les gérer durablement.

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				<p>Ces politiques générales privilégieront les institutions comme principal facteur d'autonomisation, mais d'autres causes déterminantes de la pauvreté rurale – comme la dégradation des terres (avec les diverses formes d'épuisement des sols, des ressources en eau et de la biomasse), la sécheresse et les conflits relatifs à l'attribution des ressources – débordent le cadre du don.</p> <p>Les objectifs sont les suivants: a) diffuser les conclusions du projet de recherche 2004-2005 de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaire (IFPRI) (financé par le don d'assistance technique 635) sur l'autonomisation des ruraux pauvres dans un contexte instable dans la région POAN; b) définir un large cadre réglementaire pour l'autonomisation des ruraux pauvres dans la gestion des ressources naturelles auquel pourraient se référer les donateurs et les gouvernements pour leur concertation sur les politiques et leurs opérations dans la région; et c) formuler des recommandations stratégiques sur la façon dont un partenariat entre plusieurs donateurs pourrait améliorer l'efficacité et l'impact de leurs opérations dans la région.</p>
FEM/PT	Renforcement des réseaux pour une gestion durable des terres pastorales	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	200 000	<p>Le groupe cible comprendra les planificateurs de projets, les représentants gouvernementaux, les responsables politiques et le personnel de première ligne (ne faisant pas partie du FIDA) associés à la conception et à l'exécution de projets d'élevage dans diverses parties du monde. Il est surprenant de constater à quel point la communication entre ces intervenants ainsi qu'entre les différentes disciplines est insuffisante; elle est en outre compliquée par la multiplicité des sites web et des réseaux qui sont consacrés au pastoralisme nomade. La création d'une banque centrale de données utiles provenant de divers contextes et projets va dans le sens d'un effort concerté pour une gestion durable du pastoralisme et des terres. La communication des résultats et leur introduction dans la base de connaissances sur l'élevage et les parcours (LRKB) feront nettement progresser les partenariats noués autour d'initiatives destinées à maximiser l'impact sur l'environnement. Cela encouragera aussi les communautés pastorales à extrapoler et à reproduire à l'échelle locale les données, leçons et meilleures pratiques recueillies, afin de réduire progressivement la dépendance à l'égard des apports d'aide et de compétences extérieurs.</p> <p>Le but est de faire en sorte que les politiques, mécanismes juridiques et structures d'appui appropriés soient mis en place pour que le pastoralisme devienne un système de subsistance économiquement, socialement et écologiquement viable. Les objectifs immédiats seront de renforcer le LRKB et les réseaux correspondants qui existent déjà en y intégrant des informations sur le pastoralisme. Cela contribuera à leur développement durable et à l'instauration d'un vaste partenariat mondial viable qui permettra aux pays d'échanger des données sur des expériences et des situations locales, nationales, régionales et mondiales.</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PA	Appui à des politiques de développement agricole et rural favorables aux pauvres, ainsi qu'à leur promotion	Ministère de l'agriculture du Ghana	200 000	<p>Le but est d'accroître l'efficacité des interventions de développement rural et leur impact sur la pauvreté. L'objectif général est d'améliorer la coordination, l'harmonisation, la synchronisation et la hiérarchisation des priorités des politiques agricoles et d'aménagement rural. L'objectif spécifique est d'aligner plus étroitement les stratégies et programmes du FIDA sur les politiques et stratégies nationales ayant une incidence sur le secteur agricole et rural. Cela contribuera à rendre plus efficaces les mesures de réduction de la pauvreté allant dans le sens des Objectifs du Millénaire pour le développement. Ce programme soutiendra la mise en œuvre du principal cadre national d'action en faveur du secteur agricole et rural, à savoir le FASDEP (politique de développement du secteur agroalimentaire).</p> <p>Le programme mettra également en évidence les politiques en faveur des pauvres dont l'effet de catalyseur sur la réduction de la pauvreté aura pu être constaté au niveau communautaire, et il tendra à bâtir une argumentation à l'appui: a) de l'examen de ces politiques au sein d'organes de concertation sur les actions à mener; b) du partage, avec d'autres partenaires, des savoirs recueillis sur le terrain (en vue de leur reproduction) et de leur intégration dans les politiques nationales (en vue de leur généralisation); et c) de l'incorporation de ces politiques dans un ensemble révisé de documents stratégiques (par exemple dans la stratégie d'assistance conjointe du Ghana et une stratégie de partenariat).</p> <p>Les grands documents stratégiques susmentionnés seront révisés en fonction des travaux réalisés dans le cadre du programme et de l'alignement que devront subir les aspects essentiels de leur contenu stratégique. Cela s'opérera de manière participative, par une série d'analyses rédigées dans une langue simple et accessible, par la consultation d'universitaires et de parties prenantes et par une concertation sur les politiques publiques menée dans le cadre d'organes et d'ateliers spécifiques.</p> <p>Le programme aidera l'unité de coordination de la planification des districts (DPCD) à communiquer des informations actualisées aux responsables politiques et aux groupes de la société civile, et il prévoira l'organisation d'un certain nombre de manifestations qui permettront de présenter les résultats des travaux d'analyse et les progrès réalisés, de débattre des problèmes persistants ou nouveaux et d'associer toutes les parties à l'effort visant à intégrer les politiques en faveur des pauvres dans le courant de pensée dominant en matière de développement agricole et rural. Le programme aidera en outre indirectement la DPCD à exécuter ses activités courantes.</p>
PA	Appui à l'augmentation de la productivité et de la production de manioc en République du Congo	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	190 000	<p>Le but est d'accroître la capacité des agriculteurs à produire du manioc malgré la persistance de la mosaïque et la propagation dans le pays de nouvelles formes plus virulentes de cette maladie à partir de l'est de l'Afrique. La réalisation de ce but améliorera nettement la sécurité alimentaire et les possibilités d'activité rémunératrice pour la majeure partie de la population rurale (en particulier les pauvres et les femmes) dont le manioc est la principale source de subsistance. Les objectifs spécifiques du programme sont: a) de renforcer la capacité des petits producteurs, de leurs organisations et associations et des agents de vulgarisation agricole du secteur public; b) d'enseigner aux agriculteurs des méthodes de multiplication du</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				manioc permettant de disposer en plus grande quantité de variétés résistantes à la mosaïque dans les départements du Niari, de la Likoumou et de la Bouenza en République du Congo; et c) de développer les systèmes de distribution de boutures de manioc non contaminées et résistant à la mosaïque dans les trois départements.
PA	Partenariat stratégique entre le FIDA et la Commission de l'Union africaine destiné à appuyer l'exécution d'initiatives stratégiques majeures élaborées par l'Union pour améliorer les systèmes de subsistance	Commission de l'Union africaine	170 000	<p>Ce projet intéressant plusieurs régions vise à développer les capacités de l'Union africaine (UA), qui compte 52 États membres, en aidant sa Commission à élaborer des cadres réglementaires dans le domaine du développement agricole et rural. Le groupe cible actif comprend un certain nombre d'acteurs clés des 52 États membres qui, aux niveaux régional et national, s'attachent tous de manière cohérente et ciblée à lutter contre la pauvreté rurale et à contribuer à un développement agricole et rural durable susceptible d'améliorer les moyens de subsistance. Dans cette optique, l'appui apporté par le don bénéficiera à tous les États membres et aux commissions économiques régionales et, par voie de conséquence, aura un effet positif énorme sur la population du continent, en particulier celle des zones rurales. Au niveau régional, les commissions économiques régionales constituent l'un des groupes cibles principaux car elles joueront un rôle déterminant en matière d'exécution, de coordination, ainsi que d'incitation auprès des acteurs régionaux. A côté des commissions économiques, on trouve les partenaires horizontaux et verticaux, parmi lesquels la société civile, les organisations non gouvernementales, les organismes/réseaux paysans régionaux, le secteur privé, les institutions/organisations régionales spécialisées et les organismes intergouvernementaux, qui s'efforcent tous de réduire la pauvreté rurale et la faim. Au niveau national, les États membres sont les acteurs clés et les principaux bénéficiaires des initiatives de la Commission de l'Union africaine et du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Il incombe aux gouvernements africains de traduire dans les budgets nationaux l'importance qui s'attache à l'agriculture et au développement rural. Ils peuvent jouer en outre un rôle clé dans la mise en place et dans le maintien de la bonne gouvernance au niveau national, ainsi que dans l'établissement de partenariats horizontaux entre le secteur public et le secteur privé, la société civile, les ONG, les organisations à assise communautaire, les organisations paysannes (y compris les organisations de femmes et de jeunes), de même que de partenariats verticaux aux niveaux national, régional et international. L'instauration de liens avec les programmes nationaux facilitera l'échange d'informations et la coordination des initiatives.</p> <p>Le but général est d'aider la Commission de l'UA à élaborer et mettre en place des cadres et mécanismes réglementaires dans les domaines prioritaires suivants: sécurité alimentaire, financement du développement agricole/rural par les États membres à hauteur de 10% minimum de leurs budgets nationaux, finance rurale, gestion et utilisation des ressources en eau partagées et renforcement des capacités des agriculteurs. Sur le plan stratégique, les activités du programme sont orientées vers la réduction de la pauvreté rurale et de l'insécurité alimentaire en Afrique et vers la création de richesses par une amélioration durable de la productivité agricole, de la gestion de l'eau et des systèmes de subsistance.</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				Les objectifs sont les suivants: a) faciliter l'élaboration de cadres et mécanismes réglementaires et stratégiques dans les domaines prioritaires ci-après: sécurité alimentaire, finance rurale, gestion et utilisation des ressources en eau partagées et renforcement des moyens de subsistance des agriculteurs par l'augmentation des crédits budgétaires nationaux; b) aider à préparer des plans d'entreprise indiquant clairement l'enchaînement des mesures nécessaires pour que les résultats prévus par les cadres réglementaires dans les domaines thématiques prioritaires soient réalisés, et mobiliser l'appui technique et financier d'acteurs clés ainsi que d'institutions et de partenaires du développement appropriés; c) aider à organiser des réunions de validation où les parties prenantes pourront examiner les questions qui se posent; et d) faciliter la coordination ainsi que le partage et la mise en réseau d'informations afin de favoriser l'adoption des meilleures pratiques dans les domaines thématiques prioritaires .
PA	Appui au renforcement des capacités du Conseil national des organisations paysannes (CNOP) de la République de Guinée	Conseil national des organisations paysannes (CNOP) de Guinée	170 000	Le groupe cible se compose d'organisations et de syndicats d'agriculteurs. Le but est de mettre le CNOP mieux à même d'influer effectivement sur la politique nationale en faisant entrer en ligne de compte les besoins des pauvres dans les stratégies de développement rural et agricole du gouvernement. La réalisation de ce but améliorera sensiblement la position des organisations paysannes face aux pouvoirs publics et contribuera à la réduction de la pauvreté rurale. Le don renforcera le rôle de point de départ du CNOP et sa capacité à engager la concertation avec le gouvernement en vue de promouvoir des politiques en faveur des pauvres, y compris la mise en œuvre de la politique d'aménagement rural et de production agricole, dans laquelle les organisations paysannes jouent un rôle déterminant. Les objectifs spécifiques sont: a) de renforcer les capacités des organisations paysannes en matière de gestion et sur le plan technique; b) de former les membres du bureau exécutif du CNOP, y compris ses dirigeants; et c) de renforcer les capacités institutionnelles du CNOP.
PA	Intégration des liens entre le VIH/sida et la réduction de la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre	Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO)	165 000	Le but est de contribuer à atténuer l'impact négatif du VIH/sida sur les communautés rurales et les moyens de subsistance en Afrique de l'Ouest et du Centre. Les objectifs sont: a) de recenser et de décrire les liens entre les effets de la morbidité chronique et la production agricole; b) d'évaluer la connaissance et la perception qu'ont les jeunes et les adultes du VIH/sida et de ses effets sur les moyens de subsistance; c) de déterminer les possibilités s'offrant aux ménages paysans où se sont produits des cas récents de mortalité adulte ou de morbidité chronique pour maintenir les flux de revenu et les niveaux de consommation; d) de déterminer les critères qui guident les ruraux touchés par le VIH/sida pour le choix de leurs activités productives; et e) d'évaluer l'impact de la mortalité adulte/de la morbidité chronique sur la production agricole des ménages.

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PA	Renforcer le programme national de réduction de la pauvreté; exécution selon des approches novatrices visant à décentraliser la coopération et à instaurer la solidarité	Associacao Internacional para a Cooperacao de Comunidades Rurais (ACVER) (Association internationale pour la coopération et le développement des communautés rurales)	150 000	Le groupe cible se compose des ruraux pauvres du Cap-Vert. Ceux-ci bénéficieront du don par l'intermédiaire: a) des associations de développement communautaire; et b) des commissions régionales de partenariat. Le but est d'améliorer le capital social des ruraux pauvres en renforçant les commissions régionales de partenariat. L'objectif est de favoriser l'application d'approches novatrices pour décentraliser la coopération et instaurer la solidarité en mobilisant une large gamme d'acteurs internationaux, nationaux et locaux au sein de leurs communautés/territoires/institutions respectifs.
PA	Appui au programme destiné à renforcer les capacités techniques, décisionnelles et économiques des dirigeants et des membres du Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR)	Conseil national de concertation et de coopération des ruraux (CNCR)	135 000	Le but est de faire mieux entendre la voix des petits producteurs ruraux de biens et de services du Sénégal lors de l'élaboration, de la planification, de l'exécution et du suivi des politiques de développement agricole et rural. Les objectifs sont de renforcer la capacité du CNCR et des fédérations d'organisations paysannes qui en font partie à représenter et à défendre les intérêts des petits agriculteurs sénégalais: a) en améliorant la gouvernance des fédérations membres et en consolidant ainsi les fondations du CNCR; b) en renforçant l'aptitude des fédérations à maîtriser le fonctionnement des marchés en amont et des petites exploitations familiales en aval (fourniture d'intrants, commercialisation, services financiers, etc.); et c) en renforçant la capacité des dirigeants et du personnel du CNCR à participer concrètement à la définition des stratégies de développement aux niveaux régional et national.
PA	Appui au gouvernement de la République de Guinée – Ministère de l'agriculture et de l'élevage – pour faire face à l'invasion de criquets pèlerins	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	100 000	Les groupes cibles comprennent: a) les populations rurales des zones touchées dans les régions nord du Fouta Djallon et en Basse-Guinée; b) le ministère de l'agriculture et de l'élevage; et c) les partenaires guinéens contribuant à la lutte contre les invasions de criquets pèlerins. Le but est de renforcer la capacité des autorités guinéennes compétentes à lutter contre les invasions de criquets et d'améliorer ainsi la sécurité alimentaire des populations rurales des zones touchées dans la région du Fouta Djallon. L'objectif est d'apporter un financement pour renforcer la capacité du Ministère de l'agriculture et de l'élevage (en particulier de la Direction de la protection phytosanitaire) et des organisations paysannes à lutter contre les invasions de criquets.

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PA	Initiative pilote – Associations de services financiers en Sierra Leone	Agence de développement K-Rep	90 000	<p>K-Rep appuie des organisations locales de microfinance et diffuse des informations sur la microfinance et le développement des micro et petites entreprises. Elle cherche en premier lieu à enrichir la base de connaissances de ces entreprises et à mettre en place de nouveaux moyens permettant aux services financiers d'atteindre les groupes à faible revenu qui sont laissés pour compte.</p> <p>Le but est de favoriser l'adoption des meilleures pratiques par les associations de microfinance rurale afin de contribuer à réduire la pauvreté en Afrique de l'Ouest en général et en Sierra Leone en particulier. La mission du groupe K-Rep est «d'autonomiser les personnes à faible revenu, d'encourager leur participation au processus de développement et d'améliorer leur qualité de vie», par exemple grâce à des associations de services financiers (ASF) efficaces. Le but général est de créer quatre ASF en Sierra Leone et d'en assurer la gestion pendant deux ans au minimum. Les bénéficiaires feront mener une étude de faisabilité dans les zones désignées par le FIDA. Sur la base des résultats de cette étude, on élaborera un plan complet et viable de mise en œuvre des programmes ASF, qui prévoira notamment un renforcement des capacités du personnel des ASF, de leurs conseils d'administration et des communautés desservies. Une stratégie de sortie claire destinée à assurer la pérennité des processus après la phase pilote de deux ans sera examinée et approuvée au cours de la phase de démarrage.</p>
PA	Appui au processus de concertation en cours sur la politique foncière rurale	Gouvernement du Burkina Faso – Ministère de l'agriculture	90 000	<p>Le but est d'encourager les efforts destinés à assurer aux producteurs agricoles une plus grande sécurité foncière et un accès plus équitable à la terre, et de promouvoir les investissements fonciers et une gestion efficace des terres afin de concourir à la réduction de la pauvreté et au développement rural durable au Burkina Faso. Les questions foncières occupant une place centrale dans la problématique de la subsistance de la population rurale en Afrique, le programme aidera à soutenir le large effort de recherche du consensus nécessaire sur ces questions hautement sensibles et délicates. Il permettra aussi d'établir des alliances et des partenariats et d'instaurer la confiance entre le FIDA et les organisations paysannes, les organisations rurales, les autorités traditionnelles, les ONG, les groupes de sensibilisation et les parties prenantes au projet, tout en accroissant la notoriété du Fonds aux niveaux national et régional. Cette notoriété accrue aura pour effet d'axer davantage sur les processus les activités menées actuellement en vue de la préparation des nouvelles options stratégiques pour le programme-pays (COSOP).</p> <p>L'objectif est d'aider le gouvernement à élaborer un document relatif à la politique foncière et, à terme, une nouvelle loi foncière visant à accroître la sécurité foncière en zone rurale afin de faciliter et de garantir l'accès à la terre à toutes les parties prenantes, y compris les ruraux pauvres. Le document relatif à la politique foncière: a) identifiera les grands axes de l'évolution des rapports fonciers dans les campagnes; b) analysera les différents niveaux de sécurité foncière ; c) exposera un plan d'action à moyen terme pour le gouvernement; d) tracera les grandes lignes d'un consensus quant aux objectifs fondamentaux de la politique/des politiques destinées à accroître la sécurité foncière; e) énoncera des principes clairs, précis et concis</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				pour le projet de politique; et f) proposera une stratégie d'application à court et moyen terme s'appuyant sur des approches déterminées pour offrir un maximum de possibilités et réduire les risques à un minimum.
PA	Projet de renforcement des capacités institutionnelles et opérationnelles de la Confédération paysanne du Faso (CPF) – Burkina Faso	CPF	80 000	Le but est de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles de la CPF afin de lui permettre de contribuer: a) à la lutte contre la pauvreté; b) à l'amélioration de la sécurité alimentaire; c) à la bonne gouvernance dans le secteur agricole, avec l'élargissement du rôle des organisations de producteurs dans l'affectation des ressources publiques, la fixation des priorités, la formulation des stratégies, etc. Les objectifs spécifiques sont de renforcer la CPF sur les plans suivants: a) notoriété, capacité de communication et processus démocratique interne de prise de décision; b) participation active aux travaux des forums de la société civile sur le financement public du secteur agricole concernant la fixation des priorités, la formulation des stratégies, l'affectation des ressources, etc.; et c) capacité de mener des travaux de recherche, de faciliter l'accès aux services et de mieux atteindre les paysans pauvres.
PF	Renforcement institutionnel des organisations paysannes	Fédération nationale des producteurs agricoles du Kenya (KENFAP)	200 000	<p>L'appui du FIDA à la KENFAP a pour objet d'aider les petits exploitants ainsi que de renforcer les propres capacités organisationnelles de la KENFAP. Les travaux financés par le don visent à donner aux communautés agricoles des zones retenues les moyens de tirer parti des opportunités agro-industrielles fondées sur l'entreprise, orientées vers le marché et motivées par la recherche de revenu. Il existe différents types d'organisations paysannes dans les secteurs couverts par les projets du FIDA, notamment des groupes d'auto assistance, des groupements d'intérêt commun, des sociétés coopératives et des associations de producteurs de denrées de base qui participent aux activités liées à ces projets et sont considérées à ce titre comme des entités commerciales, et non pas simplement comme des groupes de vulgarisation. Les bénéficiaires de l'appui du FIDA seront des groupements de paysans pauvres à qui la concentration et la mise en commun de services seraient profitables. Une attention particulière sera accordée à la participation des femmes et des jeunes aux activités financées par le don. On estime que celui-ci pourrait toucher 20 000 membres d'organisations paysannes par l'intermédiaire de la KENFAP.</p> <p>Le but général est d'aider la KENFAP à réaliser son plan stratégique et à devenir une organisation faitière paysanne plus solide, en mesure d'assurer un encadrement, une représentation et des services efficaces à ses membres afin qu'ils puissent opter en toute connaissance de cause pour des moyens de subsistance améliorés et durables.</p> <p>Les objectifs spécifiques sont notamment de: a) contribuer à assurer la viabilité financière à long terme de la KENFAP; b) mettre la KENFAP mieux à même de renforcer les capacités des organisations paysannes qui en sont membres à assurer une meilleure gouvernance et à mieux rendre compte de leur action; et c) renforcer la capacité de la KENFAP et des organisations paysannes qui en sont membres à exprimer leurs intérêts et à influencer sur la concertation générale relative aux politiques publiques touchant le secteur agricole.</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PF	Appui à la Confédération sud-africaine des syndicats agricoles (SACAU) en vue du renforcement des capacités des organisations paysannes nationales en Afrique australe	SACAU	200 000	<p>Le groupe cible ultime du don se compose de petit(e)s exploitant(e)s d'Afrique australe pour qui il sera profitable que les organisations paysannes au niveau national aient une capacité accrue de fournir des services appropriés et de représenter et défendre leurs intérêts. Le groupe cible direct sera constitué des organisations nationales de petits exploitants de la région, déjà membres de la SACAU ou pouvant le devenir, qui bénéficieront de l'appui de la Confédération au renforcement des capacités.</p> <p>Les onze membres actuels de la SACAU viennent de six pays: Madagascar (Fédération chrétienne des paysans malagasy; Coalition paysanne de Madagascar); Malawi (Syndicat des agriculteurs du Malawi ; Association nationale des petits exploitants agricoles du Malawi); Namibie (Syndicat agricole de Namibie et Syndicat national des agriculteurs de Namibie); Afrique du Sud (Agri South Africa et Syndicat national des agriculteurs africains); Zambie (Syndicat national des agriculteurs de Zambie); Zimbabwe (Syndicat des agriculteurs du Zimbabwe et Syndicat des agriculteurs commerciaux). Il va de soi que toutes ces organisations sont des bénéficiaires potentiels. Cependant, d'autres organisations de ces six pays et d'autres pays de la région pourront recevoir un appui.</p> <p>Les activités dont le financement est envisagé seront choisies en grande partie par les organisations paysannes elles-mêmes. Les petits exploitants étant majoritaires au sein de ces organisations, leurs intérêts seront d'autant mieux représentés qu'ils considèrent largement l'appui au renforcement des capacités et au développement organisationnel comme une priorité essentielle.</p> <p>Le but général est d'autonomiser les paysans d'Afrique australe et de leur permettre de faire mieux entendre leur voix en développant leurs propres organisations afin de pouvoir définir et promouvoir leurs priorités et leurs intérêts. Conformément aux deux premiers buts du cadre stratégique 2006-2010 de la SACAU, les objectifs du don sont les suivants: a) donner à la SACAU des moyens accrus de mener une action dynamique en vue de faciliter le renforcement des capacités de ses membres actuels et futurs (organisations paysannes nationales comprenant une forte proportion de petits exploitants; b) élargir la représentation géographique et la composition de la SACAU, en accroissant en particulier la proportion des organisations paysannes comportant une forte représentation de petits exploitants; et c) renforcer et améliorer la capacité les organisations nationales paysannes (déjà membres de la SACAU ou pouvant le devenir) à représenter, servir et défendre efficacement les intérêts de leurs membres.</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PF	Renforcer les capacités des organisations de petits producteurs à accéder à des marchés rémunérateurs privilégiant la qualité grâce au commerce équitable aux Comores	Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF)	200 000	Les Comores sont un petit archipel (quatre îles) de moins de 2 000 km ² , ayant une densité de plus de 400 habitants au km ² . Environ 85% de la population du pays vit en zone rurale. Les bénéficiaires directs sont les organisations rurales désireuses d'améliorer les conditions de commercialisation de leurs produits. Plus de 75% des producteurs qui en sont membres vivent en dessous du seuil de pauvreté. Dans une petite exploitation type de moins de 0,5 ha, une famille de six ou sept personnes pratique l'agriculture de subsistance et possède un ou deux animaux (bovins ou caprins). Le groupe cible est constitué de 5 000 familles (bénéficiaires directs), auxquelles s'ajoutent 10 000 autres familles qui bénéficieront indirectement du don par l'intermédiaire du Programme national de développement humain durable. Les producteurs de vanille, d'ylang-ylang et d'épices en bénéficieront indirectement en étant payés sur les marchés locaux aux tarifs du commerce équitable. Le but est de promouvoir l'augmentation durable des revenus des petits exploitants (membres d'organisations paysannes) en leur donnant accès à des marchés soucieux de la qualité pratiquant en particulier les conditions du commerce équitable. Les objectifs sont: a) d'accroître à long terme les revenus des membres des organisations rurales; b) de recenser les facteurs généraux limitant l'accès aux marchés ciblés; c) de faciliter l'accès des membres des organisations rurales et des producteurs visés aux marchés rémunérateurs; et d) de reproduire l'expérience et de servir de modèle à d'autres organisations et producteurs.
PF	Développement des micro et petites entreprises et des services financiers ruraux au Swaziland	Ministère des finances	200 000	Le but est de réduire la pauvreté rurale par un accroissement des revenus et la création d'emplois grâce à la mise en place et au développement de micro et petites entreprises rurales (MPE) ainsi qu'à un meilleur accès aux services financiers ruraux. Les objectifs sont les suivants: a) former d'éventuels chefs de MPE; b) améliorer la capacité de formation des prestataires de services aux entreprises afin qu'ils puissent répondre aux besoins des MPE; et c) améliorer l'accès des MPE au crédit en les mettant en relation avec des institutions de microfinance. A cet effet, on appliquera à titre expérimental deux approches différentes de la microfinance dans trois collectivités territoriales.
PF	Renforcement des capacités de cibler et d'atteindre les ménages pauvres accueillant des orphelins ou des enfants vulnérables	Uganda Women's Effort to Save Orphans (UWESO) (Œuvre des femmes ougandaises pour sauver les orphelins)	200 000	Le projet visera les orphelins et les enfants les plus vulnérables du pays. Le groupe cible principal des associations d'épargne et de crédit sera constitué par les ménages qui comptent plusieurs orphelins et qui ont à leur tête un enfant plus âgé, un aïeul, une mère célibataire ou une parente. D'autres familles accueillant des orphelins pourraient aussi être visées, en fonction de leur situation socioéconomique. Le but est d'accroître la capacité des ménages et communautés ruraux pauvres à répondre aux besoins socioéconomiques des orphelins et autres enfants vulnérables. Les objectifs sont: i) de donner à l'UWESO les moyens de cibler et de renforcer les ménages ruraux très pauvres qui s'occupent d'enfants vulnérables; et ii) d'appuyer la mise sur pied, en tant que vecteur de développement économique, de 180 associations d'épargne et de crédit viables dans trois branches régionales de l'UWESO.

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PF	Angola: cartographie des terres communautaires et atténuation des conflits sur les hauts plateaux du centre du pays	Development Workshop	149 000	<p>Groupe cible: les petits exploitants de Katchiungo, dans la province de Huambo, et tout particulièrement les groupes très vulnérables tels que les femmes, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les soldats démobilisés.</p> <p>L'objectif est de réduire la vulnérabilité des communautés rurales vivant sur les hauts plateaux du centre du pays en améliorant l'accès aux terres, en reconnaissant les droits fonciers traditionnels et en ayant recours à des techniques agricoles améliorées dans une commune de la municipalité de Katchiungo.</p> <p>Le projet portera sur la cartographie des terres communautaires et la régularisation des droits sur les terres dans le cadre du nouveau régime foncier. Il visera aussi à déterminer les besoins en terres et les conflits fonciers locaux potentiels, en particulier entre les petits exploitants, les personnes déplacées qui reviennent, les soldats démobilisés et les agriculteurs commerciaux. La deuxième composante, liée au centre de recherche de Quissala, concernera la diffusion des techniques agricoles appropriées chez les personnes déplacées de retour chez elles et les groupes vulnérables.</p>
PF	Étude sur la pauvreté rurale – Angola	Centro de Estudos e Investigaçao Cientifica (CEIC)	100 000	<p>Les bénéficiaires ultimes sont les ruraux pauvres de l'Angola, qui profiteront de politiques favorables aux pauvres fondées sur une meilleure connaissance de la pauvreté rurale. Le but est de parvenir à une meilleure connaissance de la pauvreté rurale en Angola. Les objectifs sont de: a) collecter et diffuser des informations actualisées et crédibles sur la pauvreté rurale et promouvoir un débat public; b) comprendre les relations entre les diverses parties prenantes en milieu rural; et c) évaluer le poids de la problématique hommes-femmes sur les structures sociales et les moyens de production.</p>
PF	Projet de développement des coopératives – Angola	Cooperative League of the USA/National Cooperative Business Association (CLUSA/NCBA)	100 000	<p>Le groupe cible se compose des petits exploitants, qui tireront profit d'un cadre juridique favorable aux coopératives. Le don profitera directement aux exploitants participant déjà aux projets de développement agricole de la CLUSA, c'est-à-dire à la fois des petits agriculteurs et quelques agriculteurs produisant déjà des surplus pour les marchés locaux. Aider les agricultrices et les groupements de femmes à accéder aux services financiers représentait un objectif clé des dons antérieurs du FIDA à la CLUSA. Certains des enseignements tirés (par exemple, le fait que les femmes peuvent contracter le crédit en leur nom mais remettent ensuite l'argent à leur mari) seront extrêmement utiles pour faire en sorte que la nouvelle législation sur les coopératives tienne compte de la problématique hommes-femmes. Le but est d'améliorer le cadre juridique et administratif régissant la légalisation et le fonctionnement des coopératives paysannes en Angola. Les objectifs sont les suivants: a) améliorer la législation sur les coopératives en Angola; b) contribuer à l'application de la nouvelle loi sur les coopératives et à l'attribution d'un statut juridique à 10 coopératives de services agricoles en 2 ans, dans 4 provinces (Bengo, Huíla, Benguela, Kwanza Sul).</p>

Département/ Division d'origine	Titre du don	Institution bénéficiaire	Montant (en USD)	Objet du don
PF	Angola: analyse participative des enseignements tirés des initiatives de développement communautaire conduites sur les hauts plateaux du centre du pays	Forum des ONG angolaises (FONGA)	50 000	Le groupe cible se compose des communautés rurales des hauts plateaux du centre de l'Angola avec lesquelles travaillent des membres du FONGA (organisations à assise communautaire [OAC], ONG locales et autorités locales). Le FONGA compte plus de 100 membres. Les membres participant à des activités de développement communautaire sur les hauts plateaux du centre seront associés au projet. Le FONGA devra réaliser une étude préparatoire pour établir le nombre exact de participants à l'analyse et il veillera, dans la mesure du possible, à ce que les OAC participant à cette démarche d'apprentissage soient socialement représentatives et à ce que les femmes y soient convenablement représentées. Le but est d'améliorer l'impact sur le développement des activités à assise communautaire des ONG et des donateurs intervenant sur les hauts plateaux du centre en déterminant collectivement des méthodologies participatives performantes axées sur l'impact sur lesquelles on peut s'appuyer pour élaborer le projet, en s'informant sur les processus qui ont permis aux pauvres de participer au développement local et en utilisant cette information pour alimenter les débats de politique générale et créer une base de connaissances solides pour les futurs investissements. Les objectifs du projet sont les suivants: a) identifier les modèles d'intervention qui ont manifestement contribué à la réduction de la pauvreté rurale, à l'appropriation des processus de développement par les communautés, à la décentralisation de la prise de décision, à la participation des groupes marginalisés (notamment de femmes) aux débats de politique générale et à leur autonomisation, sur les hauts plateaux du centre du pays, et en tirer des enseignements; b) évaluer le niveau de participation des communautés aux processus de prise de décision et aux projets de développement locaux, et notamment analyser la participation des femmes; et c) renforcer la capacité du FONGA de promouvoir un réseau d'ONG et d'organisations à assise communautaire représentatives des ruraux pauvres, en particulier des groupes les plus vulnérables. En aidant le FONGA à conduire ce processus d'apprentissage, on améliorera sa légitimité et sa visibilité dans la communauté des bailleurs de fonds.
PF/PA/PT	Proposition pour le Sommet africain sur les engrais: "Relever le défi des engrais en Afrique: programme d'action"	Centre international pour le développement des engrais (IFDC)	190 000	Le groupe cible se compose des chefs d'État, des ministres de l'agriculture, des hauts responsables et des représentants gouvernementaux de tous les pays africains, qui seront invités à participer au Sommet. Celui-ci permettra de déterminer les méthodes les plus prometteuses pour faire rapidement augmenter l'utilisation efficace des engrais par les petits exploitants pauvres en Afrique. Ce sont eux qui représentent le groupe cible final de la proposition de don. Le Sommet a pour but de dégager un consensus sur les facteurs clés freinant l'utilisation accrue des engrais en Afrique, et de convenir d'une stratégie pour donner plus rapidement accès à des millions d'agriculteurs pauvres aux engrais et à d'autres intrants complémentaires afin de les aider à accroître la production agricole et à parvenir à la sécurité alimentaire. Les objectifs spécifiques du Sommet sont les suivants: a) affirmer l'importance critique des engrais pour contribuer à la croissance rapide et durable de la productivité agricole en Afrique au bénéfice des pauvres. L'utilisation accrue des engrais est considérée comme une composante de la stratégie globale visant à améliorer l'accès à tous les intrants et à les rendre plus

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				abordables tout en promouvant des politiques judicieuses et en créant les incitations nécessaires sur les marchés de produits; b) passer en revue les données relatives à l'utilisation des engrais dans l'agriculture africaine et identifier les principales contraintes liées aux politiques, aux institutions, aux financements, aux infrastructures et aux marchés, qui limitent l'accès des agriculteurs pauvres aux engrais; c) évaluer les approches novatrices qui ont été adoptées pour mettre en place des marchés d'intrants en milieu rural tout en améliorant les marchés de produits intéressant les ruraux pauvres; et d) décider d'une stratégie pour élaborer un plan d'action relatif aux engrais en Afrique visant à accélérer l'accès de millions d'agriculteurs pauvres aux engrais chimiques et aux intrants complémentaires, tout en stimulant les marchés afin d'améliorer la demande de produits agricoles.
PF/PA/PT	Appui aux évaluations et consultations régionales pour l'élaboration de directives relatives aux politiques foncières en Afrique	Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)	200 000	<p>Le groupe cible comprend les principales parties prenantes aux niveaux régional et national, en particulier les États membres de l'Union africaine, les représentants des commissions économiques régionales, et les représentants de la société civile (dont les représentants des ruraux pauvres et des petits agriculteurs), qui s'efforcent de se mettre d'accord sur les éléments du cadre d'action foncière et ses modalités d'application. Les bénéficiaires ultimes seront les habitants des États membres de l'Union africaine, en particulier les ruraux pauvres qui tireront profit de politiques foncières favorables, en prise sur leurs préoccupations et susceptibles d'atténuer leurs problèmes fonciers.</p> <p>Le but principal est de contribuer à protéger les droits fonciers, à accroître la productivité, à garantir les moyens de subsistance et à promouvoir la croissance économique généralisée et le développement durable en Afrique, en appuyant le développement et le fonctionnement d'un réseau sur les politiques et les réformes foncières en Afrique. Les objectifs sont les suivants: a) évaluer les principales questions foncières et faire le point sur la formulation et l'application des politiques foncières dans tous les pays d'Afrique; b) entreprendre des consultations au niveau régional avec les parties prenantes du gouvernement et de la société civile sur les éléments clés qui devraient figurer dans les directives relatives aux politiques foncières; et c) faire approuver un projet de directives relatives aux politiques foncières en Afrique établi par les gouvernements africains et les organisations de la société civile, au niveau régional.</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PI	Améliorer les connaissances et les institutions pour les besoins des programmes de réduction de la pauvreté et de la sécurité humaine	Université de Washington	200 000	En règle générale, les modèles économiques traditionnels de comportement sur lesquels on se fonde pour recommander des politiques et des programmes ne tiennent pas compte du fait que les prises de décision mettent en jeu des facteurs tels que le risque, les choix intemporels, l'équité, l'information imparfaite ou l'heuristique décisionnelle. Or, ces éléments sont vitaux dans les décisions des personnes économiquement vulnérables et défavorisées. Les recherches sur la compréhension des facteurs de décision du groupe cible devraient déboucher sur des approches novatrices et des options technologiques propres à améliorer l'impact sur le terrain. Par conséquent, le programme vise globalement à améliorer les chances de succès des initiatives de réduction de la pauvreté et de gestion des risques (par exemple, adoption de technologies, mécanismes d'assurance, participation au programme, prise de décision décentralisée et accès aux marchés) pour les personnes économiquement vulnérables et défavorisées.
PI	Stratégies et options d'intégration de la production de biocarburants et d'énergie renouvelable rurale dans l'agriculture rurale pour la réduction de la pauvreté dans la sous-région du Grand Mékong	Banque asiatique de développement (BASD) – Groupe de travail sur l'agriculture dans la sous-région du Grand Mékong	200 000	Le but est de faire en sorte que les ménages ruraux pauvres des pays de la sous-région du Grand Mékong tirent profit du marché des biocarburants en pleine expansion. Il s'agit de rendre plus performant le sous-secteur des biocarburants dans la sous-région au bénéfice des ménages ruraux pauvres vivant dans des zones reculées et écologiquement fragiles où la pression exercée sur les ressources naturelles est élevée et où les terres sont dégradées. Le projet promouvra la compréhension des transformations structurelles et des impacts sociaux et environnementaux du développement des biocarburants. Il tentera aussi de formuler des stratégies et des options stratégiques favorables aux pauvres pour le développement des bioénergies rurales et des biocarburants dans un éventail d'agro-écosystèmes variés de la sous-région. Le projet répond au besoin spécifique de renforcer les capacités d'action en faveur des pauvres et l'information dans les ministères ainsi que l'appui des pouvoirs publics dans la sous-région pour favoriser l'apprentissage basé sur les échanges et le travail en réseau. En promouvant une participation accrue des parties prenantes nationales, le projet s'efforcera de développer au niveau national la capacité d'élaborer des stratégies dans le futur.
PI	Programme d'amélioration des moyens d'existence ruraux dans les provinces d'Attapeu et de Sayabouri en République démocratique populaire lao	Ministère des finances Gouvernement de la République démocratique populaire lao	200 000	Le but est de faire augmenter les prix aux producteurs dans des créneaux commerciaux déterminés (cultures, élevage, produits forestiers non ligneux et activités génératrices de revenus non agricoles, par exemple pour les ménages du groupe cible du programme). Le don vise à développer la capacité de mettre en œuvre une approche permettant aux pauvres de s'intégrer dans les filières commerciales grâce à une amélioration du transport, de l'information commerciale et de la connectivité, sans perdre de vue le fait que la pauvreté constitue sa raison d'être. Les ressources du don seront consacrées au renforcement de la capacité de développement d'un système de commercialisation accessible aux pauvres, au développement du secteur privé et des microentreprises, aux approches de couloir, mais aussi à des activités "vivres contre travail" pour la construction de routes.

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PI	Renforcer les capacités utiles aux pauvres en appuyant les centres de développement des ressources naturelles renouvelables à l'échelon du gewog au Bhoutan	Ministère de l'agriculture du Bhoutan	200 000	Le projet a pour objectif principal d'appuyer le processus de décentralisation et de renforcer les capacités institutionnelles locales au Bhoutan, en améliorant les installations des centres de vulgarisation sur les ressources naturelles renouvelables et les services de vulgarisation dans les communautés isolées. La création de plates-formes de développement intégrées au niveau des groupes de villages (gewogs) contribue à appuyer la réforme constitutionnelle actuellement conduite au titre de la décentralisation. Outre leur fonction de lieu d'accueil des organes élus du gewog, ces plates-formes visent à améliorer l'accès des communautés isolées/rurales pauvres aux services sociaux et de développement. L'approche favorisera l'intégration des services fournis par les différents organismes sectoriels du gouvernement, d'une manière plus économique et efficace. Le potentiel de reproduction sera également important dans la mesure où ce don représente le premier appui externe aux efforts déployés par le gouvernement pour créer des plates-formes de développement rural polyvalentes au niveau local.
PI	Diversification des revenus et envois de fonds pour la sécurité des moyens d'existence et le développement rural (Népal, Philippines, Bangladesh, Sri Lanka)	Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)	200 000	Partant du constat que les envois de fonds internationaux représentent désormais une importante source de fonds dans un grand nombre de pays en développement d'Asie, ce programme de recherche vise à définir les principales mesures générales susceptibles d'améliorer l'intégration de ces fonds dans les systèmes financiers nationaux afin qu'ils contribuent nettement plus à la réduction de la pauvreté et au développement rural en général. Le programme sera exécuté au Bangladesh, au Népal, aux Philippines et à Sri Lanka et concernera principalement les politiques dans ces pays, mais il est fort probable que les résultats généraux pourront être appliqués aussi à d'autres pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est.
PI	Élaboration de normes et stratégies de certification régionales pour l'agriculture biologique dans les pays et territoires insulaires du Pacifique	Secrétariat de la communauté du Pacifique	200 000	Le but est d'instaurer des processus purement locaux permettant de faire accepter les normes de certification régionales du Pacifique et de faire élaborer et entériner une stratégie de développement de l'agriculture biologique par les parties prenantes locales. Le don encouragera l'agriculture biologique en tant qu'option pour les pauvres. En outre, il renforcera les capacités des institutions partenaires telles que les organisations à assise communautaire et les ONG. Le projet répond parfaitement aux objectifs de la stratégie du FIDA pour la réduction de la pauvreté rurale en Asie et dans le Pacifique, dans laquelle le FIDA prévoit de jouer un rôle catalytique en intervenant dans des domaines niches et en promouvant l'adoption de technologies agricoles durables ou régénératrices. Il est également conforme à l'exposé des options et stratégies d'intervention (SRESOP) pour les pays insulaires du Pacifique (décembre 2004). Le SRESOP souligne le rôle de l'agriculture biologique en tant que ressource non exploitée, mettant en avant que la plupart des pratiques agricoles de la sous-région sont en fait biologiques mais ne sont pas dûment certifiées en raison des coûts élevés de la procédure.

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PI	Intégrer dans le marché la production hors saison de légumes salubres grâce à l'information, l'éducation et la formation dans les provinces de Ha Tinh et Tra Vinh, au Viet Nam	Centre régional pour l'Asie (Bangkok), du Centre asiatique de recherche-développement sur les légumes (AVRDC)	199 991	<p>Le but est de contribuer à une amélioration durable des revenus des ruraux pauvres dans les provinces de Ha Tinh et Tra Vinh au Viet Nam, en mettant au point et en expérimentant des approches novatrices de la production hors saison de légumes salubres, grâce à l'information commerciale, l'éducation et la formation assorties d'un soutien organisationnel. Ces approches seront susceptibles d'être transposées, éventuellement à plus grande échelle, par les gouvernements et divers donateurs dans d'autres parties du Viet Nam et de la sous-région du Grand Mékong.</p> <p>Les consommateurs se méfient souvent de la contamination par les pesticides, les engrais et les eaux polluées, ce qui pèse sur la commercialisation des légumes. Compte tenu de la prise de conscience accrue des consommateurs, la demande en légumes salubres au Viet Nam ouvre aux agriculteurs des perspectives de gains. Cependant, les agriculteurs pauvres ne parviennent pas à profiter de ce nouveau créneau commercial parce qu'ils ne sont pas intégrés dans les marchés et qu'ils n'ont pas les compétences, les technologies ni les ressources nécessaires pour produire hors saison. C'est pourquoi, le projet va promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur des démarches et des options technologiques novatrices en fournissant aux petits agriculteurs des provinces de Ha Tinh et Tra Vinh, selon des approches participatives, l'information, les méthodes d'organisation et les technologies leur permettant de produire hors saison. Il renforcera aussi les capacités d'action en faveur des pauvres des institutions partenaires en nouant des liens, pendant l'exécution, avec les comités populaires des communes, les unions d'agriculteurs, les associations de femmes et les services de vulgarisation au niveau de la commune.</p>
PI	Créer des liens entre les ménages ruraux pauvres et les filières d'approvisionnement des supermarchés et les autres filières de qualité	Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)	199 719	<p>Le but est d'améliorer les moyens d'existence des petits agriculteurs au Viet Nam et en République démocratique populaire lao en améliorant leur accès aux nouvelles filières de produits de haute valeur dans la sous-région du Mékong.</p> <p>Dans ces deux pays, l'accès des petits exploitants, en particulier des ménages ruraux pauvres, aux filières d'approvisionnement des supermarchés (et aux autres filières nationales de qualité) est limité. L'absence de certification de la qualité de leurs produits est la principale raison pour laquelle les petits fournisseurs sont exclus de ces filières. Le projet sera focalisé sur les travaux de recherche consacrés aux approches novatrices de l'amélioration de la sécurité alimentaire et de l'attribution de labels d'origine. Des progrès ont déjà été faits en ce qui concerne les dispositions relatives aux produits des zones périurbaines mais le présent projet s'efforcera de créer des liens commerciaux avec les zones reculées, plus spécialement pour les agriculteurs ruraux pauvres. Les activités réalisées au titre du don renforceront les capacités des partenaires nationaux du CIRAD à améliorer les conditions de négociation des contrats dans les filières, eu égard aux droits et aux engagements de chaque partie, ainsi que les mécanismes de suivi et de mise en application. Dans le cadre du don, on collaborera aussi avec le Ministère du commerce du Viet Nam pour promouvoir la concertation sur l'intégration des petits agriculteurs dans les filières d'approvisionnement des supermarchés en produits de haute valeur et les barrières à l'entrée en termes d'exigences de qualité et de quantité.</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PI	Risque, vulnérabilité et pauvreté en Asie centrale et dans les pays insulaires du Pacifique – Nouveaux défis et grandes priorités	Australia South Asia Research Centre, université nationale australienne	162 500	La recherche fournira une analyse intégrée du risque, de la vulnérabilité et de la pauvreté (résultant du passage à l'économie de marché, des événements climatiques extrêmes tels que les inondations, les sécheresses et les séismes, et des changements climatiques attendus) en Asie centrale et dans les îles du Pacifique. Elle portera sur les dimensions tant individuelles que globales de la crise et en déterminera les fondements micro-économiques. Le but est de fournir, en se fondant sur les résultats de la recherche, des contributions essentielles pour la formulation des politiques et programmes visant à gérer les risques et la vulnérabilité auxquels sont confrontés les ruraux pauvres vivant dans des pays sélectionnés de ces sous-régions. Cela permettra de tirer certains enseignements en ce qui concerne la prévention et l'atténuation des risques au niveau sous-régional et la façon d'influer sur la concertation avec les gouvernements respectifs. On s'interrogera aussi sur la manière d'intégrer les résultats de cette recherche dans la conception du portefeuille et des projets du FIDA. Un troisième objectif connexe est l'étude des mécanismes de mise en commun des risques et d'assurance (par exemple des instruments dérivés fondés sur les conditions météorologiques). Enfin, l'analyse s'efforcera d'établir une corrélation entre les crises macroéconomiques et la vulnérabilité au niveau du ménage ou à d'autres niveaux désagrégés, notamment parce qu'il est prévu que ces économies s'ouvrent encore davantage.
PI	Bonne gouvernance pour la gestion durable des ressources naturelles et la réduction de la pauvreté en Mongolie rurale – Transposition à plus grande échelle par l'apprentissage communautaire	New Zealand Nature Institute - Initiative for People Centered Conservation (NZNI-IPECON)	145 000	Le but est de promouvoir la bonne gouvernance aux fins de la réduction de la pauvreté et de la gestion durable des ressources naturelles par les communautés elles-mêmes en Mongolie rurale. Le projet mettra à contribution et renforcera les capacités d'action en faveur des pauvres des institutions partenaires, en appuyant les approches communautaires de la gestion des ressources naturelles et de la réduction de la pauvreté. Il consolidera les organisations à assise communautaire des éleveurs pauvres grâce à des activités de renforcement des capacités aux niveaux de la communauté et des collectivités locales. De plus, le projet renforcera le rôle des organisations à assise communautaire dans la concertation sur les politiques. Cette concertation avec les décideurs provinciaux et nationaux reposera sur l'identification, l'examen et la diffusion des enseignements tirés en matière de réduction de la pauvreté et de gestion durable des ressources naturelles par les communautés elles-mêmes.

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PI	Atelier régional sur les choix technologiques agricoles favorables aux pauvres, les coalitions de ruraux pauvres, et les orientations stratégiques en Asie et dans le Pacifique	Fédération nationale des coopératives agricoles (NACF)	100 000	Cet atelier régional portera principalement sur le débat relatif aux recherches et technologies agricoles utiles aux pauvres et sur la façon dont on peut en dégager une approche des choix technologiques agricoles favorables aux pauvres en Asie. Les choix technologiques – agriculture durable à faibles apports externes, organismes génétiquement modifiés, agriculture biologique, etc. – revêtent une importance critique dans la transformation et la commercialisation des produits agricoles dans les pays en développement de l'Asie et du Pacifique. L'atelier régional a pour but de renforcer les capacités d'action en faveur des pauvres des pays et des partenaires, en partageant et en étudiant les expériences et les meilleures pratiques concernant les choix technologiques, en formant des associations d'agriculteurs pauvres, et en encourageant des politiques de développement agricole et rural visant à réduire la pauvreté rurale. Ces capacités seront précieuses pour l'élaboration des futurs programmes de pays.
PL	Développement durable du tourisme local dans la région du Darien, République de Panama	Centro de Gestión Local de Darien y Comarcas (CEGEL)	200 000	Le but principal est d'offrir des revenus et des emplois durables aux communautés autochtones et d'ascendance africaine dans la région du Darien. À cet effet, on s'efforcera d'améliorer les capacités locales de planification pour le développement de l'industrie du tourisme, ce qui permettra l'identification d'initiatives communautaires selon une démarche cohérente axée sur le marché. Le respect et la protection du patrimoine culturel et naturel local seront au cœur de l'approche du programme, dont les objectifs sont les suivants: a) élaborer, d'une manière participative en consultation les parties prenantes du secteur, un plan de développement pour l'industrie locale du tourisme reposant sur la demande nationale et internationale. Les autorités commerciales locales et les organisations et institutions concernées participeront à l'élaboration et à la mise en œuvre de ce plan, et les organisations à assise communautaire joueront un rôle clé dans la conception, l'exécution et le suivi du plan; b) renforcer les capacités des entreprises locales et appuyer les initiatives à assise communautaire visant à développer l'écotourisme local; et c) formuler une stratégie de communication qui appuiera la promotion des initiatives de tourisme local et facilitera les échanges avec le secteur de l'écotourisme national/international.

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PL	Aider les petits producteurs à accéder aux marchés dynamiques – Programme pilote au Guatemala	AGEXPORT	200 000	Le but est d'aider les petits exploitants ruraux à acquérir les compétences requises pour établir des liens commerciaux avec les acheteurs externes et développer de nouveaux marchés d'exportation pour leurs produits traditionnels et non traditionnels. Le programme promouvra les nouvelles pratiques et expériences dans le contexte de la libéralisation du commerce international au Guatemala et contribuera au développement de marchés d'exportation pour les ruraux pauvres et les populations autochtones de la région. On mettra l'accent sur le développement des entreprises et la création de perspectives commerciales pour ces groupes. On s'intéressera plus spécialement aux filières d'approvisionnement des supermarchés, au commerce équitable et aux grands marchés commerciaux d'exportation. Les principes de l'égalité des sexes et de la gestion durable des ressources naturelles seront respectés dans le cadre de toutes les activités appuyées par le don. Les bénéficiaires seront notamment les coopératives, dont un certain nombre seront gérées par des organisations autochtones.
PL	Renforcer la capacité locale de suivre la performance sociale et de promouvoir un environnement politique favorable dans le secteur de la finance rurale	Foro Latinoamericano y del Caribe de Finanzas Rurales (FORO LAC FR)	196 900	Les pays participants sont: la Bolivie, le Brésil, le Costa Rica, la Colombie, l'Équateur, El Salvador, le Guatemala, Haïti, le Honduras, le Mexique, le Nicaragua, le Panama et le Pérou. Le but est de promouvoir un système de performance sociale qui mesure de façon adéquate la mission institutionnelle des institutions de microfinance et qui en rend compte, de manière à promouvoir la couverture et le soutien social accrus des personnes vivant dans la pauvreté extrême. L'objectif est d'encourager la mesure et le suivi de la performance sociale de la microfinance et de mieux faire connaître la façon dont celle-ci remplit sa mission sociale, à savoir éradiquer la pauvreté et l'exclusion et promouvoir le développement humain et l'inclusion sociale. L'objectif spécifique est de développer et de renforcer les capacités locales au moyen de réseaux nationaux de microfinance afin que la performance sociale puisse être mesurée et suivie dans le contexte de la prestation des services financiers.
PL	Développement des capacités utiles aux pauvres dans les collectivités locales et la prestation de services de finance rurale	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Belize	200 000	Le but est d'appuyer le processus de décentralisation du gouvernement du Belize en renforçant les capacités institutionnelles locales. Ce résultat sera obtenu: a) en élargissant la clientèle des services financiers que les caisses de crédit mutuel retenues offrent aux ménages à faibles revenus et aux petites entreprises en milieu rural; et b) en consolidant les conseils villageois, les associations de district et l'Association nationale des organisations des conseils villageois (NAVCO) afin de les rendre capables d'influer sur les décideurs pour que ceux-ci fassent progresser le développement national, notamment en termes de réduction de la pauvreté rurale. Eu égard à leur maturité et à leurs capacités, deux institutions ont été retenues pour bénéficier d'un appui au titre du don. En ce qui concerne la Belize Credit Union League (BCUL) , le don permettra: a) d'appuyer la mise au point de nouveaux services améliorés pour les clients ruraux les plus pauvres; b) de renforcer les capacités de la BCUL et des caisses de crédit mutuel participantes en matière de planification stratégique et commerciale; c) de consolider la structure de gouvernance et d'améliorer la qualité de l'information sous-tendant les prises de décision; et d) d'améliorer les

Département/ Division d'origine	Titre du don	Institution bénéficiaire	Montant (en USD)	Objet du don
				<p>compétences de la BCUL afin qu'elle devienne un porte-parole efficace et un centre de services pour les caisses de crédit mutuel participantes.</p> <p>En ce qui concerne la NAVCO, le don permettra: a) de mieux informer les électeurs ruraux sur le rôle et les responsabilités des collectivités locales et les pratiques de bonne gouvernance qu'elles doivent appliquer; b) former les conseillers villageois fraîchement élus sur i) la connaissance et l'interprétation de la loi sur les conseils villageois, les points saillants du règlement des conseils villageois et les trois principaux règlements d'application et ii) leur rôle et leurs responsabilités; c) former le conseil d'administration nouvellement élu de la NAVCO à la gestion, à la communication, au travail en réseau et à la résolution des conflits; et d) donner aux responsables du développement communautaire rural les compétences et les matériels nécessaires pour leur permettre de mieux répondre aux besoins des communautés et de renforcer les capacités de celles-ci à exécuter leurs propres activités de développement plus efficacement.</p>
PL	Programme de relance de la production agricole pour les petits agriculteurs de montagne	Fideicomiso de Riesgo Compartido (FIRCO)	200 000	<p>Le groupe cible se compose des petits producteurs agricoles des communautés rurales et des communautés autochtones: femmes rurales, jeunes et paysans sans terre appartenant tous à des petites communautés rurales touchées par l'ouragan Stan. Le pays participant au programme est le Mexique. D'autres pays de la région Amérique latine et Caraïbes, en particulier d'Amérique centrale, bénéficieront de l'échange des expériences et de la diffusion des enseignements tirés.</p> <p>Le but est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du groupe cible et donc de réduire sa pauvreté et sa marginalité, tout en mettant un frein à la vulnérabilité de l'environnement dans des zones critiques sélectionnées du Chiapas. L'initiative proposée vise à renforcer la capacité des structures organisationnelles locales de planifier et d'agir, tout en participant aux processus locaux de développement social et économique.</p> <p>L'objectif est de contribuer à l'exploitation, la reconstruction, la remise en état et la conservation des ressources naturelles dans les territoires des communautés identifiées du Chiapas, en utilisant des pratiques, des intrants et des technologies améliorés qui permettent d'accroître la production, les revenus et l'emploi tout en faisant augmenter la valeur des moyens de production naturels.</p> <p>On compte que cela contribuera: a) au rétablissement de la capacité de production et à la relance de la production dans les communautés touchées par l'ouragan Stan, et facilitera ainsi le retour de la commercialisation, de l'emploi et des revenus aux niveaux antérieurs au passage de l'ouragan; b) à la régénération et à la conservation de la terre et de l'eau dans les zones montagneuses particulièrement érodées et à la réduction de la vulnérabilité de ces communautés aux catastrophes naturelles récurrentes, grâce à la formulation et l'exécution de plans de reconstruction, de production et de conservation des petites exploitations familiales et de leurs territoires communautaires; c) à la consolidation des structures locales et municipales de planification et de gestion du développement; et d) à la consolidation de l'entité responsable, au niveau national, de la mise en œuvre et du suivi technique du programme</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				<p>national d'aménagement des micro-bassins versants, en facilitant à la fois la coordination interinstitutionnelle et l'harmonisation des investissements ainsi que la production, la compilation, l'échange et la diffusion de données expériences en matière d'exécution.</p> <p>Les activités financées par le don seront exécutées dans le respect de l'égalité des sexes, et la participation des femmes rurales et autochtones sera assurée.</p>
PN	Appui à la gestion des filières de produits en Moldova	Fondation DLO/ Wageningen International	200 000	<p>Le programme financera des activités destinées à appuyer le programme de développement des entreprises rurales que le FIDA finance en République de Moldova. Le groupe cible se compose des ruraux pauvres exerçant une activité économique et des petites et moyennes entreprises qui assurent en amont et en aval la liaison entre les ruraux pauvres et les marchés. Le but d'ensemble est de renforcer la capacité de l'unité d'exécution du programme consolidé (UEPC) et du FIDA de faciliter la participation et l'accès des petits exploitants aux marchés dans le cadre d'une filière d'approvisionnement participative. On améliorera ainsi l'impact du programme sur le terrain. Les objectifs sont les suivants: a) mettre au point des outils et instruments pratiques pour la conception et l'exécution de programmes efficaces d'accès aux marchés susceptibles d'avoir un impact durable en termes de réduction de la pauvreté rurale, dans le cadre institutionnel UEPC-FIDA; b) concevoir des plans stratégiques et opérationnels pilotes visant à maximiser l'efficacité et l'efficacité des filières de produits pour appuyer les opérateurs de filières sélectionnées; c) créer, à titre pilote, les conditions optimales et l'environnement propice permettant aux filières sélectionnées de bénéficier de l'appui du programme, et mobiliser des ressources additionnelles pour les transformer progressivement en filières de produits alimentaires durables et axées sur le marché; et d) grâce à l'expérience et aux enseignements tirés de l'exécution du programme, améliorer la capacité du FIDA, tant au siège qu'au niveau du terrain, de concevoir et exécuter des programmes portant sur les instruments axés sur le marché susceptibles d'aider les petits exploitants à s'intégrer dans l'économie marchande.</p>
PN	Promotion de l'épargne et du crédit en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza	Palestinian Agricultural Relief Committee (PARC)	200 000	<p>Le programme cible les femmes palestiniennes, en particulier dans les zones rurales, pour développer leurs compétences et leur capacité à œuvrer avec d'autres selon les principes coopératifs. Ces femmes seront membres de caisses d'épargne et de crédit et participeront aux activités. À ce jour, on recense plus de 6 000 femmes membres de ces coopératives. Ces femmes bénéficieront directement des cours de formation offerts par le projet. Les membres des comités administratifs des caisses d'épargne et de crédit bénéficieront également des activités de renforcement des capacités et de formation.</p> <p>Le but est d'autonomiser les femmes palestiniennes pauvres et d'améliorer leurs conditions de vie et leurs revenus en donnant plus d'ampleur aux programmes viables et efficaces visant les petites exploitations et en soutenant des activités génératrices de revenus. Les objectifs du don sont les suivants: a) renforcer la gestion opérationnelle de l'union des caisses d'épargne et de crédit; et b) améliorer la performance financière des caisses d'épargne et de crédit.</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PN	Réhabilitation, conservation et promotion des plantes aromatiques médicinales dans la région de Matmata, dans le sud-est de la Tunisie	Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches (ICARDA), Bureau régional de Tunis	200 000	Le groupe cible se compose des communautés rurales locales, plus spécialement les femmes, du sud-est de la Tunisie. Le projet a pour but de combattre la dégradation des ressources naturelles et d'améliorer les revenus des communautés rurales grâce à des mesures de réhabilitation, de conservation et de diversification de la production. L'objectif est d'accroître et de diversifier les sources de revenus des femmes et des hommes vivant dans la zone du projet grâce à l'amélioration de la productivité et de la commercialisation des plantes aromatiques et médicinales. Les composantes du programme seront les suivantes: a) développement à titre pilote de la filière des plantes aromatiques et médicinales; b) vulgarisation agricole pour la production de plantes aromatiques et médicinales; c) aménagement de pépinières et de sites pilotes; et d) suivi et évaluation et gestion des savoirs.
PN	Analyse des filières de produits horticoles d'exportation sélectionnés dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord	Centre international de recherches agricoles dans les régions sèches (ICARDA)	200 000	L'étude vise à aider les petits horticulteurs (en particulier les producteurs de fruits et légumes) à faire des choix en matière de production et de commercialisation. On compte qu'elle recensera les problèmes et les contraintes rencontrés par les petits exploitants et déterminera des solutions propres à réduire les risques et garantir un processus de commercialisation équitable et compétitif. L'étude est censée aider les petits exploitants à décider que produire et comment le produire pour répondre à la demande du marché en termes de qualité et de normes, et à choisir l'option la plus rentable à court terme concernant quand et où commercialiser les produits et le prix à attendre. L'étude peut aussi faciliter l'élaboration des politiques et les réformes institutionnelles requises pour réorienter le secteur horticole au niveau national. Toutefois, l'étude a fondamentalement une portée régionale et deux pays représentatifs (les pays initialement proposés sont l'Égypte et le Maroc) seront sélectionnés pour les études de cas dans la région Proche-Orient et Afrique du Nord. L'objectif de développement de l'assistance technique fournie au titre du don est de promouvoir et améliorer la compétitivité des exportations horticoles de la région Proche-Orient et Afrique du Nord afin de contribuer à augmenter les revenus des petits producteurs de cultures d'exportation et à faire reculer la pauvreté rurale. L'objectif spécifique de l'assistance technique est de conduire une analyse des filières de produits horticoles sélectionnés (fruits et légumes) jouissant d'avantages comparatifs et susceptibles de procurer des avantages aux petits exploitants en Égypte et au Maroc. L'étude devrait dégager des orientations stratégiques pour l'appui que le gouvernement et le secteur privé fournissent au secteur, justifier et guider les décisions d'investissement et de développement de projets, et étayer la concertation sur les politiques visant l'amélioration du secteur.
PN	Renforcement des capacités du centre régional de génie phytogénétique et de biotechnologie	Ministère des affaires municipales et de l'agriculture du Qatar	200 000	Le but est de contribuer à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté dans la région arabe et de renforcer les capacités de production agricole dans les pays du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG) et les autres pays arabes, en améliorant la production vivrière et la qualité nutritionnelle des produits alimentaires tout en protégeant et en régénérant la base de ressources naturelles. Les objectifs du programme sont les suivants: a) développer et promouvoir l'application des biotechnologies dans le secteur agricole afin

Département/ Division d'origine	Titre du don	Institution bénéficiaire	Montant (en USD)	Objet du don
				d'essayer de résoudre la question de la faible productivité et d'améliorer la production agricole dans les pays du CCG et les autres pays arabes (recherches sur les biotechnologies); b) aider les pays du CCG à renforcer leurs capacités scientifiques et technologiques dans le domaine des biotechnologies (formation de chercheurs en biotechnologies) et les mettre à contribution pour promouvoir la croissance de l'agriculture et le développement dans la région; c) servir de forum d'échange d'information, d'expérience et de savoir-faire et coordonner un réseau de centres et institutions de recherche affiliés (nationaux, sous-régionaux et régionaux) dans les pays arabes (plate-forme d'information); d) élaborer et harmoniser les réglementations en matière de sécurité biologique dans les pays du CCG; et e) exploiter les ressources phylogénétiques disponibles dans les banques de gènes locales et les collections <i>in situ</i> , en utilisant les techniques liées aux gènes marqueurs.
PN	Utilisation durable des nappes phréatiques pour l'amélioration des moyens d'existence des agriculteurs et des conditions écologiques en oasis	Arab Center for the Studies of Arid zones and Dry Lands (ACSAD)	200 000	<p>La disponibilité de ressources adéquates en eau douce et leur utilisation rationnelle apparaissent désormais comme des aspects majeurs des activités de développement dans beaucoup de pays de la région Proche-Orient et Afrique du Nord. Cette région se situe essentiellement dans des zones arides et semi-arides où les précipitations sont faibles et imprévisibles. Pour garantir des moyens d'existence durables aux communautés oasiennes, il est nécessaire d'adopter une approche de la gestion de la demande en eau centrée sur la population et intégrée. Une meilleure gestion de l'accès, de l'utilisation et du contrôle des ressources naturelles contribuera à l'amélioration de la productivité et aux économies d'eau et fera augmenter les revenus des agriculteurs pauvres.</p> <p>Le but est d'améliorer les moyens d'existence des groupes vulnérables dans les oasis du sud de l'Algérie et de la Tunisie. On contribuera ainsi à la réduction de la pauvreté et à la protection du fragile environnement des oasis. En partenariat avec les systèmes nationaux de recherche agricole, les agriculteurs et les associations locales, le projet va: a) identifier, mettre au point et diffuser des technologies améliorées permettant d'économiser l'eau, de réduire les coûts et d'accroître la productivité; b) identifier et diffuser des pratiques agricoles améliorées (introduction de nouvelles variétés végétales adaptées à la salinité, moins exigeantes en eau et ayant une valeur marchande relativement élevée); et c) identifier les options d'amélioration institutionnelle et politique (réglementations et lois relatives à l'eau) qui sont socialement et économiquement acceptables.</p>
PN	Renforcement des capacités des petits agriculteurs dans les gouvernorats du nord de l'Iraq	Young Farmers' Agricultural Training Organisation (Y-FATO)	190 000	Le but est d'élaborer une approche efficiente, respectueuse de la parité hommes-femmes et axée sur les résultats pour renforcer les capacités des agriculteurs. Les activités du projet, qui seront entreprises par un groupe cible de 200 jeunes agriculteurs des deux sexes, consisteront à: a) mobiliser les communautés afin de déterminer l'information et les compétences nécessaires pour améliorer la production et la commercialisation des produits agricoles, désigner les stagiaires susceptibles de bénéficier des cours offerts par Y-FATO, décider de la façon dont les communautés s'organiseront pour utiliser les connaissances et les compétences des stagiaires afin de diffuser les nouvelles technologies et favoriser leur adoption la plus large. Les options pouvant être envisagées par les communautés sont les

Département/ Division d'origine	Titre du don	Institution bénéficiaire	Montant (en USD)	Objet du don
				<p>suivantes: i) approche du groupe d'apprentissage d'agriculteurs; ii) rémunération des services de conseil technique que les stagiaires pourront fournir aux agriculteurs de la communauté; iii) organisation de concours prévoyant l'attribution de prix aux meilleures exploitations par les collectivités régionales, les banques locales et le centre de formation de Y-FATO; b) organisation de la contribution communautaire à la formation des candidats sélectionnés. L'expérience montre que ces contributions sont généralement en nature et servent à couvrir une partie des coûts d'hébergement des stagiaires, le programme de formation étant en régime d'internat; c) activités préparatoires couvrant la remise en état/la construction des locaux, l'achat des fournitures et du matériel de bureau, la production d'information et de matériel pédagogique, la conduite d'une campagne d'information et l'établissement de parcelles pour faire la démonstration de systèmes d'exploitation adaptés, y compris en matière d'agroforesterie, dans le bassin du centre de formation, d) actualisation du programme de formation pour doter les jeunes agriculteurs de compétences en communication et vulgarisation participative; e) formation des jeunes agriculteurs sélectionnés et communication de leurs résultats à la communauté; f) fourniture d'intrants et de paquets technologiques aux agriculteurs ayant bénéficié de la formation pour qu'ils appliquent sur leurs propres terres le savoir-faire acquis; g) organisation de groupes d'apprentissage d'agriculteurs, de services de conseil ou de concours agricoles en vue de promouvoir la diffusion des nouvelles technologies et leur adoption. Ces activités seront conduites par les bénéficiaires de la formation et Y-FATO assurera la formation sur le terrain et l'appui technique requis; et h) suivi des résultats et de l'impact de la formation.</p> <p>Il est intéressant de noter que la formation offerte par Y-FATO aura deux dimensions interdépendantes: une dimension socio-économique, centrée sur l'aptitude à mettre en œuvre des processus de développement communautaires, et une dimension technique, axée sur la production agricole. Pour ce qui est de la mobilisation communautaire, les responsables communautaires sélectionnés recevront une formation sur les aspects suivants: a) principes des pratiques de développement communautaire; b) participation du plus grand nombre; c) planification participative; d) animation des réunions de groupe; e) mobilisation communautaire et f) suivi et évaluation participatifs axés sur l'impact. En ce qui concerne la formation technique, les petits agriculteurs devront mettre à jour leur connaissance des systèmes de production agricole locaux grâce à une formation intensive axée sur la demande qui portera sur: a) l'adoption et l'utilisation de variétés à rendement élevé, l'utilisation d'herbicides et de pesticides respectueux de l'environnement, toutes les pratiques culturales améliorées (labour, plantation, irrigation, récupération de l'eau, utilisation des engrais) et les nouvelles technologies post-récolte; b) l'intégration cultures-élevage et l'introduction d'une plante fourragère (<i>Vicia sativa</i>) en rotation avec l'orge; c) l'utilisation des éponges et de l'hormone PMSG; d) l'utilisation de paille enrichie à l'urée; e) l'utilisation des sous-produits agricoles pour l'alimentation animale c; f) le sevrage précoce des agneaux; et g) l'injection de vitamine A. On accordera une attention spéciale aux besoins en formation des femmes rurales dont l'activité principale est liée à la production animale et à l'apiculture.</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
PN	Établir à titre pilote un accès réglementé aux parcours d'élevage dans la région du Butana, au Soudan	Unité centrale de coordination des projets cofinancés par le FIDA – République du Soudan	133 560	Les activités financées par le don seront entreprises au Soudan, et trois communautés en bénéficieront. Ces communautés comptent entre 100 et 300 ménages (en fonction du mode de vie: pastoral ou agropastoral) et l'incidence de la pauvreté y est en moyenne de 80%. Le but est de tester les éléments juridiques, administratifs et opérationnels du cadre de gouvernance amélioré des parcours dans la région du Butana. Les objectifs sont de s'attaquer aux problèmes environnementaux sapant les moyens d'existence locaux, en particulier la dégradation des parcours et la faible productivité de l'élevage dans cette région. Pour ce faire, il convient d'intervenir sur deux fronts: a) améliorer la capacité de pacage des parcours; et b) passer d'un régime d'accès libre aux parcours à un accès réglementé afin que les petits éleveurs puissent de nouveau disposer de parcours de bonne qualité.
PT	Faciliter les partenariats stratégiques sur la recherche agricole internationale pour le développement: Conférence triennale du Forum mondial de la recherche agricole, 8-11 novembre 2006, New Delhi (Inde).	Forum mondial de la recherche agricole (GFAR)	200 000	<p>Les représentants nationaux des divers groupes de parties prenantes du GFAR participeront à la Conférence, à savoir: organisations paysannes, consortiums d'ONG, systèmes nationaux de recherche agricole des pays en développement, institutions de recherche avancée des pays développés, systèmes internationaux de recherche agricole, secteur privé et membres du groupe de bailleurs de fonds appuyant le GFAR. Les participants proviendront de pays en développement et de pays développés. Les objectifs sont les suivants: a) formuler des recommandations et des directives qui permettront au secteur agricole de contribuer d'une manière efficace et efficiente à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) grâce à des activités de recherche pour le développement promouvant l'innovation et entreprises par des groupes associant plusieurs parties prenantes, y compris les petits et moyens producteurs intervenant à toutes les étapes, depuis la production jusqu'à la consommation, dans les secteurs de la production végétale, de l'élevage, de la pêche et de la transformation alimentaire et les secteurs connexes; b) faire entendre la voix et le point de vue du GFAR dans le débat mondial en cours sur la réalisation des OMD. Le thème de la conférence remet implicitement en question la capacité des approches actuelles de la recherche agricole de contribuer à la réalisation des OMD, en particulier ceux qui se rapportent à l'éradication de la pauvreté extrême et de la faim, à la protection de l'intégrité des ressources naturelles et à l'établissement d'un partenariat mondial d'ici 2015. L'hypothèse de base est qu'il existe un hiatus entre la recherche agricole et les besoins de développement de la société, en particulier ceux des communautés pauvres, défavorisées et marginalisées, notamment en raison du sexe, de l'âge ou des distinctions sociétales; d'où la nécessité impérieuse de réorienter la recherche agricole pour le développement en l'axant davantage sur les besoins des pauvres.</p> <p>La Conférence examinera (notamment sur la base de documents sur le thème de la conférence, des discours liminaires, thématiques et spécifiques, d'exposés et d'autres documents, et en organisant des groupes de travail sur divers sujets actuels et émergents relatifs à la recherche agricole pour le développement) comment la société dans son ensemble peut ou doit procéder à cette réorientation, qui doit le faire ou avec qui il convient de le faire et quelles mesures concrètes faudrait-il prendre pour concevoir des solutions permettant de réorienter la recherche agricole de manière à adopter une approche qui soit</p>

Département/ Division d'origine	Titre du don	Institution bénéficiaire	Montant (en USD)	Objet du don
				<p>d'avantage en prise sur les besoins des pauvres. La force du GFAR tient à la diversité de ceux qu'il représente, parmi lesquels figurent des agriculteurs, des ONG et les communautés qui bénéficient de leurs services. Cette grande diversité du GFAR et les recommandations qu'il pourra faire à la communauté mondiale sur les mesures à prendre lui permettront d'influer sur l'engagement d'atteindre les OMD au bénéfice des pauvres et des marginalisés; c) faire mieux connaître et mieux comprendre les contributions de la recherche agricole au développement en mettant en lumière son rôle dans la résolution de problèmes de développement actuels liés à la pauvreté, la sécurité alimentaire et la dégradation de l'environnement.</p> <p>Il est démontré que la recherche contribue d'une manière significative au développement. Dans bon nombre de pays en développement, la recherche agricole pour le développement ne bénéficie pas de l'appui politique et financier qu'elle mérite, peut-être parce que même des taux de rentabilité élevés n'attestent pas forcément un impact sur les pauvres. Une séance importante de la Conférence sera consacrée à un concours d'affiches sur les contributions manifestes de la recherche agricole à la réalisation d'OMD spécifiés. L'idée est de présenter des exemples de la contribution apportée par cette recherche à la réduction de la pauvreté, à la génération de revenus, à l'amélioration des moyens d'existence des pauvres et à l'amélioration de la gestion des fragiles ressources des communautés marginalisées. Ces exemples seront ensuite rassemblés et serviront à mieux faire connaître la recherche agricole pour le développement afin que, dans le futur, elle bénéficie d'une mobilisation et d'un soutien accrus qui lui permettront de mieux répondre aux besoins des pauvres; d) formuler des directives et un cadre pour l'élaboration d'un plan d'action immédiat (2007-2009) et d'un plan à moyen terme (2007-2015) que les parties prenantes susmentionnées du GFAR mettront en œuvre dans le cadre de partenariats stratégiques en vue de contribuer à la réalisation des OMD; e) permettre aux parties prenantes du GFAR de formuler conjointement, dans le cadre de processus participatifs et de discussions directes, des recommandations en vue de définir de nouvelles façons de conduire les travaux de recherche agricole pour le développement afin que cette recherche puisse contribuer plus efficacement à la réalisation des OMD.</p>
PT	Renforcer la capacité de gérer collectivement l'innovation rurale en Afrique subsaharienne: étude de nouveaux outils et partenariats	Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)	200 000	<p>Le groupe cible se compose du personnel des projets financés par le FIDA et des partenaires intervenant au Sénégal (avec l'accord du chargé de programme de pays). Le but est d'obtenir un impact en termes de réduction de la pauvreté en renforçant les capacités du personnel technique et des organisations de recherche et de développement du Sénégal pour qu'ils puissent tirer davantage parti des diverses méthodes participatives permettant de gérer collectivement l'innovation technique et sociale dans les communautés rurales.</p> <p>Les projets d'investissement financés par le FIDA au Sénégal qui en bénéficieront en premier sont le Projet de développement agricole dans le département de Matam (phase I), le Projet d'organisation et de gestion villageoises (phase II) et le Projet des services agricoles et organisations de producteurs (phase II), dont la deuxième phase est cofinancée par le FIDA. Ce dernier programme fait intervenir à la fois l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA) et l'Agence nationale de conseil agricole et rural (ANCAR). Les agents des services publics</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				chargés de l'agriculture et des forêts travaillant en partenariat avec ces projets financés par le FIDA feront également partie des bénéficiaires. L'appui au Projet d'organisation et de gestion villageoises – Phase II sera conduit en synergie avec la composante sénégalaise du don d'assistance technique du FIDA au Centre mondial de l'agroforesterie (don n° 799) sur les sites où ce projet, l'ANCAR et l'ISRA interviennent simultanément. Il est prévu que les activités de renforcement des capacités seront étendues par la suite à un plus grand nombre de projets au Sénégal et dans d'autres pays au titre d'une stratégie d'extension financée par d'autres mécanismes. Ce don vise à jeter les bases d'une telle stratégie.
PT	Assistance aux pays Parties pour l'examen de l'application de la CCD à la cinquième session du comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (CRIC-5)	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD)	200 000	D'une manière générale, les groupes cibles sont les ruraux pauvres des 33 pays qui bénéficieront des programmes formulés comme suite au troisième processus de présentation de rapports nationaux. L'ensemble du projet (c'est-à-dire la composante financée par le don du FIDA et celle financée par le Fonds pour l'environnement mondial [FEM]) a pour but de faciliter la mise en œuvre du processus de la CCD. L'objectif spécifique est d'aider les pays participants à renforcer leur capacité d'analyser la situation actuelle de la dégradation des terres et d'identifier les obstacles à la gestion durable des terres, et à produire les rapports nationaux sur le processus de mise en œuvre de la CCD.
PT	Réforme durable de la vulgarisation agricole pour atteindre les femmes rurales en Inde	Université calédonienne de Glasgow	198 780	Le but est d'améliorer l'accès des femmes aux services de vulgarisation agricole et aux intrants. L'objectif est la mise en œuvre au Ministère indien de l'agriculture d'une approche améliorée de la vulgarisation agricole adaptée aux femmes. Le programme aura les résultats suivants: a) une approche de la vulgarisation agricole adaptée aux femmes sera évaluée, perfectionnée et mise en œuvre; et b) de nouvelles connaissances sur les incidences de l'adoption d'une approche de la vulgarisation agricole adaptée aux femmes seront obtenues et déboucheront sur la production d'un document de partage des connaissances déterminant pour la diffusion de l'"approche cafétéria" dans toute l'Inde.
PT	La dimension féminine des envois de fonds: flux, utilisation et impact sur le développement	Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW)	158 000	Le groupe cible se compose des ruraux pauvres dans le monde entier qui reçoivent des envois de fonds dans les pays en développement. Le don proposé s'inscrit dans le cadre d'un projet de portée mondiale dont le but global est de contribuer aux efforts visant à améliorer le potentiel de développement de ces envois de fonds, au bénéfice des hommes et des femmes pauvres vivant en milieu rural. Ce projet sera financé par différents partenaires et mis en œuvre par l'INSTRAW dans les pays suivants: République dominicaine, Colombie, El Salvador, Guatemala et Philippines. Le don proposé, qui servira à financer une initiative pilote aux Philippines, aura les objectifs spécifiques suivants: a) évaluer l'impact des fonds envoyés par les migrants – hommes et femmes – sur la sécurité alimentaire des ménages et le développement communautaire dans les zones rurales aux Philippines; b) appuyer les activités de renforcement des capacités promues par les associations de migrants pour améliorer les conditions de vie des migrants philippins, hommes et femmes, en Italie; c) sensibiliser les migrants philippins à la nécessité de promouvoir le développement rural dans leur communauté d'origine et aux diverses options possibles pour envoyer des fonds; et d) renforcer les capacités des principales parties prenantes – institutions financières,

Département/ Division d'origine	Titre du don	Institution bénéficiaire	Montant (en USD)	Objet du don
				organisations des Nations Unies, organismes publics, organisations de coopération internationale, associations de migrants, ONG locales et centres universitaires – aux fins de l'intégration de la dimension féminine dans les programmes, projets et autres initiatives liant les envois de fonds au développement rural aux Philippines en élaborant des directives, outils et autres matériels spécifiques.
PT	Améliorer l'exploitation des ressources naturelles locales pour le développement de l'élevage	International Trypanotolerance Centre (ITC)	150 000	Les pays participants sont la Gambie, la Guinée et la Sierra Leone. Le but est d'améliorer l'exploitation de ressources naturelles locales (<i>Moringa oleifera</i> et diverses espèces de bambou) pour l'élevage et le développement rural axé sur le marché. Les objectifs sont les suivants: a) tester, valider et comparer différentes cultures polyvalentes locales (<i>Moringa oleifera</i> et diverses espèces de bambou) utilisées pour l'alimentation des ruminants; b) collecter des exemples et des données dans la région sur les modes d'utilisation de ces cultures comme fourrages, aliments, combustibles, engrais, matériaux de construction et plantes médicinales; c) promouvoir le développement de produits commercialisables obtenus à partir de <i>Moringa</i> et du bambou en faisant participer les femmes des communautés rurales à des activités génératrices de revenus s'y rapportant; d) promouvoir l'utilisation de <i>Moringa</i> et du bambou dans le cadre des projets d'investissement du FIDA dans la région; et e) à partir des résultats de travaux de recherche-développement, préparer des notes techniques pour la collection du FIDA et le transfert de méthodologies à d'autres régions.
PT	Jeter les bases de marchés de services environnementaux profitant aux pauvres pour obtenir des impacts à l'échelle de l'Afrique	Forest Trends Association	150 000	L'audience cible se compose des principales parties prenantes intervenant dans la conception et le lancement de mécanismes de rétribution des services rendus par les écosystèmes, ainsi que des prestataires de services en Afrique. Il s'agit des décideurs, des dirigeants des sociétés nationales et privées, des ONG de développement rural et de protection de l'environnement, et des communautés d'agriculteurs à faible revenu, de pêcheurs artisanaux, d'éleveurs et de sylviculteurs. Le but est d'établir les fondements essentiels, en termes d'information, de capacités de direction, et de planification coordonnée, d'un véritable élargissement des mécanismes de rétribution des services environnementaux profitant aux pauvres en Afrique. Le principal objectif du don est d'étayer le développement de tels mécanismes en Afrique pour réduire la pauvreté rurale. Les objectifs spécifiques sont: a) créer un centre d'information sur les marchés profitant aux pauvres pour l'eau, le carbone et la biodiversité en Afrique; b) renforcer les capacités des parties prenantes à mettre en œuvre les mécanismes susmentionnés dans les communautés rurales pauvres en Afrique. Le projet renforcera les capacités du personnel des institutions jouant un rôle clé dans le développement de ces mécanismes en tant que vendeurs, acheteurs, intermédiaires et décideurs dans les pays participants; c) partager les enseignements tirés dans le monde entier et en Afrique. Le projet s'appuiera sur l'expérience internationale pour étudier la conception et la mise en œuvre d'une série de mécanismes permettant de rémunérer ou dédommager les communautés rurales pour la bonne gestion des écosystèmes; d) planifier une stratégie systématique d'investissement dans de tels mécanismes en Afrique. Le projet

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				élaborera une stratégie et établira des priorités pour les activités de suivi du développement de ces mécanismes.
PT	Évaluer et développer des méthodologies et des approches transposables pour la production durable de charbon de bois en vue d'assurer le développement des moyens d'existence, la sécurité énergétique en milieu rural et la protection de l'environnement	Réseau international de recherche sur le bambou et le rotin (INBAR)	130 000	<p>Le don concerne les pays africains (principalement le Ghana, l'Éthiopie, le Mozambique, la République-Unie de Tanzanie et d'autres). Le groupe cible direct comprend les décideurs, les chercheurs et le personnel technique. Le groupe cible indirect comprend les communautés rurales et urbaines dépendant du charbon de bois et l'utilisant comme source de revenus et d'énergie.</p> <p>Le but est de contribuer au développement de la production de charbon de bois en tant qu'option permettant de lutter contre la pauvreté et d'assurer la sécurité énergétique en milieu rural d'une manière durable, tout en contribuant à la protection de l'environnement. Les objectifs sont les suivants: a) élaborer un rapport sur la situation actuelle de la production de charbon de bois et son impact sur la pauvreté et l'environnement, en particulier en Afrique, comportant une analyse des tendances intégrant les prévisions de consommation et les futurs créneaux commerciaux; b) rassembler des technologies et des données concernant le charbon de bois dans les régions; c) organiser une conférence internationale sur le charbon de bois et les communautés en Afrique; d) formuler des concepts et des propositions de projets pionniers sur la question du charbon de bois, qui seront présentés à la conférence et seront suivis en ligne dans le cadre du partenariat mondial sur les produits forestiers non ligneux; e) sensibiliser et intéresser la communauté des bailleurs de fonds, les programmes nationaux et les institutions techniques, et concevoir des dossiers d'information pratique ciblés sur les projets de prêt du FIDA qui proposent le charbon de bois parmi les choix de moyens d'existence; et f) élaborer un programme de travail mondial sur le charbon de bois en tant qu'instrument acceptable et durable pour réduire la pauvreté rurale et garantir la sécurité énergétique.</p>
PT	Les femmes cadres dans le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles à l'appui du plaidoyer mondial et des changements organisationnels pour la réduction de la pauvreté	Women Organizing for Change in Agriculture and Natural Resource Management (WOCAN)	84 500	<p>Bien que le don soit de portée mondiale, on prévoit une action plus appuyée dans les pays de l'est de l'Himalaya, au Cameroun et en République démocratique populaire lao. Le groupe cible se compose des femmes cadres et des femmes rurales dans leur ensemble.</p> <p>Le but est de: a) renforcer le pouvoir d'action des femmes cadres travaillant dans le secteur de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles en améliorant leur aptitude à l'exercice de l'autorité et en leur fournissant des occasions d'échanger expériences et informations au niveau mondial; b) établir et appuyer des plates-formes permettant aux femmes de former des alliances capables de fédérer les énergies et les engagements pour la double cause de l'autonomisation des femmes rurales et de la pérennité de l'agriculture et de l'environnement; et c) transformer les programmes et les organisations en consolidant la position qu'y occupent les femmes cadres travaillant dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie et les autres secteurs pertinents, et en accroissant l'efficacité et la qualité des services que ces organisations offrent aux femmes rurales. L'objectif est d'améliorer les compétences, les connaissances et l'engagement des femmes de manière à ce qu'elles puissent devenir les agents du changement au sein de leurs propres organisations et dans l'arène politique</p>

<i>Département/ Division d'origine</i>	<i>Titre du don</i>	<i>Institution bénéficiaire</i>	<i>Montant (en USD)</i>	<i>Objet du don</i>
				mondiale pour l'institutionnalisation de la prise en compte des questions de parité hommes-femmes dans les organisations s'occupant de la gestion des ressources naturelles afin que ces organisations répondent plus efficacement aux besoins des femmes rurales pauvres. On parviendra à ces résultats: a) en établissant des réseaux et des alliances; b) en améliorant les compétences et les connaissances des cadres et des institutions pour une prestation plus efficace des services destinés aux femmes rurales; c) en constituant des alliances de plaidoyer mondial pour la prise en compte des questions de parité hommes-femmes dans le secteur de l'agriculture/la gestion des ressources naturelles; d) en mettant sur pied un cadre institutionnel de collaboration pour la prestation de services aux femmes rurales défavorisées; et e) en appuyant la WOCAN elle-même en tant que modèle d'organisation de la société civile.
PT	Sommet mondial du microcrédit 2006: appui du FIDA pour financer des travaux de recherche originaux et l'octroi de bourses à des dirigeants locaux dans le secteur de la microfinance	RESULTS Educational Fund Inc. (REF)	35 000	<p>Le groupe cible se compose des ruraux pauvres susceptibles de bénéficier des services de microfinance. Le but du don est de maximiser l'impact du prochain Sommet mondial du microcrédit en appuyant la campagne du Sommet. Cette réunion de praticiens chefs de file, bailleurs de fonds, universitaires et parties prenantes du secteur de la microfinance donne l'occasion de souligner l'importance de la finance rurale dans le secteur financier, d'examiner des stratégies ciblant le principal groupe de bénéficiaires du Fonds et de faire mieux connaître les actions et partenariats déjà en cours. Comme dans d'autres initiatives de finance rurale, l'objectif global est de contribuer à la mise en place de secteurs financiers accessibles à tous qui répondent aux besoins des ruraux pauvres.</p> <p>Le FIDA propose de contribuer au Sommet en vue de: a) promouvoir la gestion des savoirs et l'échange d'information entre les divers opérateurs du secteur de la microfinance (bailleurs de fonds, praticiens, décideurs et universitaires, par exemple); b) susciter un retour d'information et des débats sur la question de la pérennité et de l'impact des institutions de microfinance; c) maintenir le mouvement lancé en 2005 à l'occasion de l'Année du microcrédit; et d) renforcer les capacités des partenaires locaux dans le secteur de la microfinance et faciliter leur mise en relation avec les ressources.</p>

EAD: Département affaires extérieures
 EC: Division de la communication
 EO: Division des politiques
 FEM: Fonds pour l'environnement mondial
 PA: Division Afrique de l'Ouest et du Centre
 PF: Division Afrique orientale et australe
 PI: Division Asie et Pacifique
 PL: Division Amérique latine et Caraïbes
 PN: Division Proche-Orient et Afrique du Nord
 PT: Division consultative technique